

**DES MILLIERS D'IMMIGRES REFOULES
POUR CAUSE D'EMPLOIS INSUFFISANTS ?**

M 2384 - 7 - 4,50 F

*Prolétaires
de tous les pays,
peuples et nations opprimés,
unissez-vous !*

Organe central
du Parti
Communiste Révolutionnaire
marxiste-léniniste

pour le socialisme

HEBDOMADAIRE - SEMAINE DU 12 AU 19 JUIN 1980 - N°7

4,50 F

LE POUVOIR VEUT DETRUIRE LES RADIOS LIBRES



«6 heures pour l'Afghanistan»
à la Mutualité (Paris)
Une initiative d'ampleur,
étape pour un large soutien
au peuple afghan

Editorial

Des faits très graves se sont produits à Nancy la semaine dernière : une meute policière déchaînée s'est attaquée à coups de hache à des locaux syndicaux, a dévasté complètement les installations, le mobilier, arrêté tous les militants (environ une cinquantaine) qui se trouvaient à ce moment-là occupés à différentes réunions dans cette « maison du peuple ». De tels agissements ne s'étaient pas produits depuis fort longtemps. Ils indiquent assez clairement que le pouvoir giscardien a choisi d'avancer à grands pas dans la voie de la répression.

D'autres radios, puisque c'est de cela qu'il s'agit, étaient visées en même temps ; dans le Nord, dans la région parisienne, en Bretagne. Beaucoup d'entre elles sont des radios syndicales. Le pouvoir veut faire taire les voix qui le dérangent. Il veut empêcher que ne se développe le phénomène des radios comme moyen de lutte. Chacun se souvient du rôle irremplaçable joué par les radios de lutte de Longwy, la place qu'elles avaient prise parmi les travailleurs et la population.

Les derniers méfaits giscardiens contre les radios et les militants syndicaux ne sont pas, bien sûr, des faits isolés. Ils viennent s'ajouter à une liste déjà fort longue d'actes de même nature. Dans la dernière période on se souvient par exemple de la manière extrêmement répressive avec laquelle le pouvoir giscardien a répondu aux revendications des étudiants étrangers qualifiés par Barre d'agitateurs transformant les universités en dépotoirs. Il y a quelques jours à peine une manifestation de médecins était agressée, des manifestants et des photographes de presse sérieusement tabassés. A tel point que les syndicats de journalistes ont décidé de boycotter un certain nombre d'activités gouvernementales pour protester.

Tous ces faits s'inscrivent dans une logique bien précise. Ce ne sont pas des actes qui viendraient s'ajouter les uns aux autres en donnant l'image d'une répression aveugle qui frapperait partout indistinctement. Ils prennent parfaitement leur place comme les morceaux d'un puzzle pour former un ensemble cohérent. En fait, le pouvoir giscardien a placé des limites qu'il entend ne pas voir dépasser. Il laisse exister une certaine

forme de contestation de sa politique. A une seule condition : que les limites qu'il a fixées ne soient pas dépassées. Que des travailleurs se mettent en tête d'occuper leur usine ; immédiatement les CRS arrivent. Ils font un piquet de grève ? On les condamne à payer des indemnités aux non grévistes ou à l'entreprise. Des populations protestent contre le nucléaire ? Le pays est quadrillé par les flics, des gens sont emprisonnés...

A chaque fois que des travailleurs, des habitants décident de prendre les moyens efficaces pour s'opposer à ce régime de féroce exploitation et oppression, ils rencontrent les matraques, les grenades, la prison, les amendes, les licenciements... La volonté d'intimidation est évidente. Ils veulent marteler l'idée selon laquelle il n'est pas possible de transgresser l'ordre, que l'action revendicative doit rester dans des limites bien précises. C'est en fin de compte, les moyens de lutte, les possibilités de s'opposer à la politique giscardienne qui sont visés. Par ailleurs, si la loi n'est pas suffisamment répressive, on la modifie. On élabore, par exemple, le projet Peyrefitte, très dangereux pour les libertés syndicales et démocratiques. Ensuite, les

matraques se chargeront de le faire appliquer. Telle est la logique de ce pouvoir extrêmement répressif.

Une telle attitude n'est pas le fait d'un pouvoir fort. Le libéralisme giscardien est en réalité un pouvoir faible. Incapable de réaliser le moindre consensus sur une seule de ses initiatives, il en est réduit à s'entourer d'une horde policière pour pouvoir gouverner.

Mais il y a quelque chose que le pouvoir n'avait pas prévu : la résistance. A Nancy, les militants se sont défendus ; ils ont défendu leur maison. La police a mis plus d'une heure et demie et a noyé les locaux de gaz pour venir à bout de la résistance des gars. Des manifestations ont eu lieu à plusieurs reprises dans la ville. D'autre part, les radios continuent d'émettre, d'autres ont pris la relève ou s'approprient à le faire.

Pour faire libérer les militants emprisonnés, pour empêcher le pouvoir de perpétrer ces violentes et incessantes attaques contre les travailleurs, contre leurs moyens de lutte, la seule voie, c'est celle de la résistance.

dans l'actualité...

13 mai — 23 mai — 5 juin

L'offensive du pouvoir contre la sécurité sociale n'a pas été enrayerée

Le nouveau « coup de boutoir » prévu par la direction de la CGT pour le 5 juin n'aura finalement pas permis de faire annuler la convention médicale signée par des organisations minoritaires et qui vise à instituer, avec un ensemble d'autres mesures, une médecine différente pour les riches et les pauvres.

En fait, la démonstration du 5 juin n'a pas convaincu. La mobilisation relativement importante constatée le 13 mai contre le projet de loi Berger est allée décroissant. Le 23, ils étaient nettement moins nombreux. Le 5 juin encore moins. Ce qui a produit le caractère massif de la manifestation parisienne CGT le 5 était dû en fait à une confusion entre deux initiatives, l'une prévue de longue date de l'ensemble des fonctionnaires pour la « défense du service public » avec de nombreuses délégations de province et l'autre pour la sécurité sociale.

Quant aux arrêts de travail ce jour-là, ils ont été comme on dit diversement suivis.

La manifestation CFDT convoquée pour 17 h au métro Duroc n'aura finalement regroupé pas plus de 1 500 personnes.

On avait déjà remarqué une plus faible participation à la journée du 23 mai qu'à celle du 13. Pourtant, la deuxième initiative était organisée conjointement par la CGT et la CFDT. Sur le parvis de la tour Montparnasse, il avait fallu attendre un bon moment pour voir s'épaissir les rangs.

En fixant le nouveau « coup de boutoir » au 5 juin, la direction de la CGT se donnait des garanties pour réaliser une manifestation d'une certaine ampleur. En effet, depuis un bon moment étaient prévus par les fonctionnaires CGT des « états-généraux du service public » ce jour-là avec regroupement de nombreuses délégations venus de toute la France à la place de la Nation. La manifestation des fonctionnaires était d'ailleurs prévue l'après-midi. Il était prévisible dans ces conditions qu'il y aurait du monde à Paris.

Dans un sens heureusement, car la mobilisation parisienne strictement sur le problème de la convention médicale était tout ce qu'il y a de léger. Vers 10 h 30 place de la Bastille, heure fixée à l'origine pour le départ de la manifestation, il n'y avait pas

grand monde. Il fallut attendre 11 h 30 pour que les premiers rangs s'ébranlent ; les fonctionnaires rassemblés depuis le matin à la Nation ayant à ce moment réalisé la jonction.

Une participation décroissante

En fin de compte, il y avait à peu près autant de monde que le 13 mai, mais plus de la moitié des manifestants étaient venus de province.

Ce n'est donc pas à un élargissement de l'action que l'on a assisté mais au contraire à une participation de moins en moins forte au fur et à mesure que se déroulait le cycle des journées d'action. Les éléments de provenance des entreprises allaient dans le même sens puisque les débrayages du 5 juin ont été dans l'ensemble moins suivis que pour les précédentes journées.

Doit-on imputer cela à une moins forte sensibilisation des travailleurs aux problèmes touchant la sécurité sociale ? Les éléments de réponse semblent plutôt devoir être cherchés dans le type d'action proposé, dans le



peu de crédit qu'il recueille parmi de nombreux militants et au-delà dans la masse des travailleurs. Une fois encore, la démonstration a été faite de l'incapacité de ces journées à enclencher un véritable processus mobilisateur pour élargir le rapport de forces.

La convention reste applicable

Il semble également que — dans des conditions différentes — le même phénomène ait joué pour la manifestation pari-

sienne de la CFDT. Convoqué à 17 h au métro Duroc pour aller jusque devant le ministère de la santé, elle n'aura regroupé que 1 500 personnes au plus. C'est évidemment un coup dur tant pour la direction parisienne de la CFDT que pour les militants dont certains n'ont pas hésité à rapprocher cet échec de l'attitude indécise, incertaine des structures CFDT face à l'offensive de la CGT.

Il reste que la convention médicale n'a pas été abrogée. Les médecins de la CSMF (Confédération des syndicats médi-

caux français) ont déclaré qu'ils passeraient outre et ne l'appliqueraient pas. C'est évidemment positif. Cela dit, on voit toute la fragilité de l'équilibre. Les journées d'action n'ont pas fait reculer le pouvoir. Les directions confédérales n'ont pas fourni d'autres perspectives après le 5 juin.

G.P.

Directeur de publication :
R. Rodriguez
N° commission paritaire :
62 712
Imprimerie IPCC (Paris)

A Nancy, l'UD est saccagée, 9 militants emprisonnés A Douai Radio Quinquin et à Paris Radio 80 investies

Ces derniers jours, le pouvoir a lancé une offensive d'une grande violence contre les radios qui ne sont pas les siennes, radios syndicales de la CGT, ou radios libres. Le 4 juin, à la veille de la journée d'action pour la Sécurité sociale qui voyait entre autres une grève des ouvriers du Livre et donc pas de journaux avant deux jours pour annoncer la nouvelle, trois radios étaient brutalement investies. Radio Quinquin, radio CGT qui émet dans une petite ville de la banlieue de Douai, était littéralement démenagée par d'importantes forces de police. A la même heure, les flics visitaient les studios de Radio Paris 80, et embarquaient également tout le matériel. Le soir, c'est à Nancy, au siège de l'UD-CGT, que la police intervient, enfonçant la porte, saccageant tout ce qu'elle trouve, dérobant les fichiers, interpellant plusieurs dizaines de militants. Elle pensait trouver là l'émetteur de Radio Lorraine Cœur d'Acier-Nancy. Depuis, deux autres radios CGT ont reçu la visite de ces casseurs : à Amiens et à Pont-l'Abbé. A Longwy, Radio Lorraine Cœur d'Acier a démenagé en hâte toutes ses installations, pour échapper à toute tentative d'intervention policière.

Aujourd'hui, neuf militants CGT de Nancy sont en prison, en attendant de passer devant le tribunal le 12 juin. A Paris, deux animateurs de Radio 80 sont inculpés de violation du monopole de radio diffusion, et passeront en flagrants délits le 23 juin. Ces inculpations doivent être levées ! On ne peut tolérer de telles interventions contre des locaux syndicaux, contre des locaux d'associations !

Au moment où les forces de l'ordre sont envoyées pour faire taire ces radios, le pouvoir lance à grand fracas deux radios « expérimentales » à vocation locale ! Voilà sa conception de la démocratie, de la décentralisation de l'expression ! Liberté d'expression pour lui, sur toutes les longueurs d'ondes...

Cela dit, les premières réactions et ripostes depuis les attaques de la semaine dernière laissent présager que la partie ne sera pas si facile pour le pouvoir. Les radios continuent à émettre, la mobilisation s'organise pour soutenir les inculpés. Cette offensive contre les libertés doit se solder par un échec !

Brutale offensive contre les radios libres

Nancy : après la brutale agression policière contre Radio LCA et les locaux de l'UD-CGT, s'unir pour les libertés !

Libération des neuf militants emprisonnés ! Pas une seule condamnation !

Depuis l'assaut de la police contre la maison du peuple, local de l'UD-CGT, mercredi 4 juin, événement sans précédent depuis 1956, la mobilisation, les manifestations n'ont pas cessé : soirée du 4, journée du 5, manifestation du 6 et maintenant préparation de la manifestation du 12 juin, jour du jugement des neuf militants pris en otage et qui sont emprisonnés jusqu'à cet-

te date. Indignation, révolte contre l'agression policière, les libertés bafouées mais aussi questions sur la nécessité d'une riposte efficace et réellement unitaire, seule capable d'aboutir.

Mercredi dès 17 H 30 il est évident qu'il se passe quelque chose en ville : sirènes, flics, rues bloquées, bouffées de gaz

lacrimogènes au centre ville. Apprenant l'attaque de LCA Nancy par la police, peu à peu, dans l'unité, les militants CGT et CFDT et plus largement des démocrates souvent avertis par téléphone, se rassemblent derrière les rangs de CRS qui bloquent la rue de l'Union départementale CGT. Les quarante-trois militants CGT à peine embarqués par la police, une manifestation démarre en direction de l'hôtel de poli-

ce. La CFDT sort aussitôt un tract assurant de son soutien total les interpellés, protestant contre la liberté d'expression bafouée, et s'indignant du saccage des locaux de l'UD CGT. Toute la nuit, les camarades interpellés

ont pu entendre les cris des manifestants : « Libérez nos camarades ! » depuis les geôles où ils se trouvent entassés ou lors de leur interrogatoire.

SUITE PAGE 4 ▷

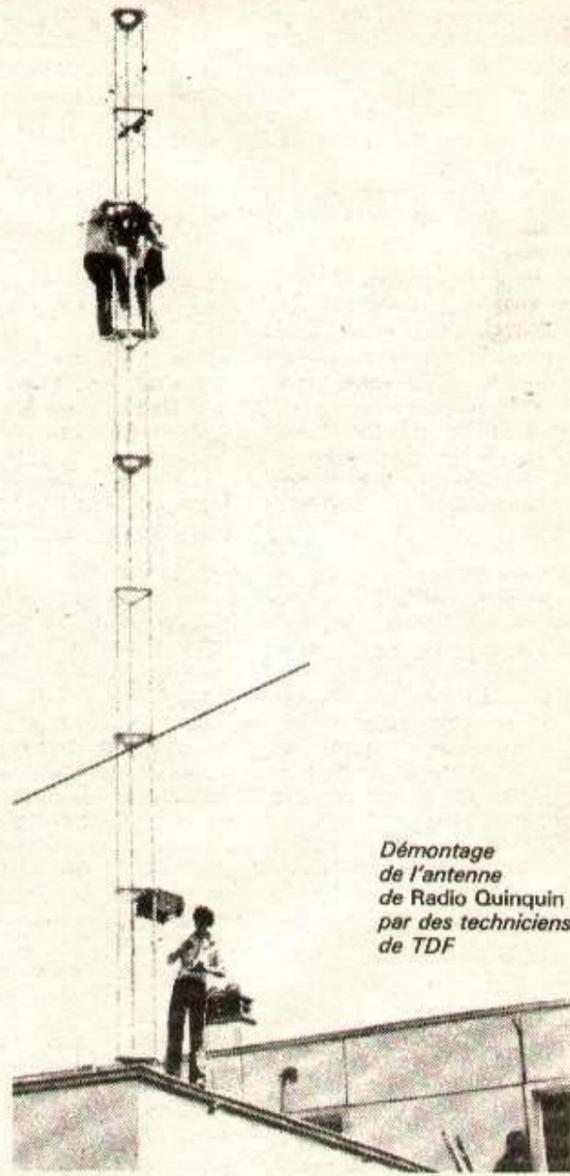
« Il était clair pour les camarades qu'il fallait résister »

Radio LCA Nancy émettait depuis le 23 mars. Studio et antenne se trouvaient dans les locaux de l'UD CGT. Si LCA Nancy emprunte son nom à LCA Longwy, elle se définit elle-même comme « le moyen d'expression des syndicats CGT ». A ce titre, de nombreux syndicalistes ont pu s'exprimer sur leurs problèmes et leurs luttes, par exemple Pompey, Trann à Lunéville.

En direct des locaux de l'UD CGT après l'agression policière du 4 juin : « Avec une quarantaine de camarades, on était dans les locaux de l'UD, soit en réunion, soit à préparer des banderoles pour la journée d'action du 5 de la sécu, quand un copain a déboulé en criant : « Les flics arrivent ! » L'énorme porte de l'UD à peine fermée, un véritable convoi de flics arrivait : voitures, cars, camions bâchés d'où, comme dans un western, ont jailli des flics en jean, vestes de cuir et casqués qui se sont aussitôt

attaqué à la porte de l'UD à coups de hache et de masse. Ils ont tellement secoué la porte qu'une volée de tuiles du toit leur est dégringolé dessus, les obligeant à reculer jusqu'aux cars qui barraient la route des deux côtés. Face à une agression aussi organisée et aussi violente des flics, c'était clair pour la majorité des camarades qu'il fallait résister. Téléphoner aux copains, sonos aux fenêtres pour dire leurs quatre vérités aux flics, se barricader de l'intérieur, des copains sur les toits : il n'était pas question de se laisser prendre en douce et sans bruit. Des copains arrivent, ameutés par sirène et par téléphone, mais ils sont maintenus par les CRS derrière les cars au bout de la rue. Ils arrivent, mais pas assez vite, pas assez massivement. Leurs cris se joignent aux nôtres « Halte à la répression ! Liberté d'expression ! ». Les flics échaudés par la pluie de tuiles qu'ils avaient déclanchée tout à l'heure nous mitraillent de photos et

semblent de plus en plus nerveux. Ils sortent les lance-grenades et préparent visiblement l'assaut. Tout d'un coup, ils se sont mis à tirer des grenades au chlore sur le toit, puis à travers les vitres de l'UD. C'est devenu tout de suite intenable, on était complètement gazés. Ils en ont tiré une centaine. Un copain est blessé au visage par une lacrymogène tirée en tir tendu. Finalement, on a été obligés de sortir, la rage au cœur, mais on avait tenu une heure et demie. Les flics de plus en plus nerveux nous ont bousculés dans leurs cars et nous on a continué à gueuler. Des copains courageux qui étaient à l'extérieur se sont jetés et couchés devant les cars. Les flics les ont sauvagement matraqués et trainés par terre. Dans les cars, les flics ont commencé à dégainer... Finalement si les flics ont tout cassé dans l'UD c'est qu'ils n'ont pas trouvé la radio qu'ils cherchaient. Ils ont loupé leur coup. »



Démontage de l'antenne de Radio Quinquin par des techniciens de TDF

La même soirée se tenait à Nancy un meeting du syndicat des avocats de France, du syndicat de la magistrature et de l'Union des jeunes avocats sur le projet Peyrefitte. Quelle coïncidence ! A l'issue de ce meeting, les avocats mis au courant de ces événements, déclaraient offrir leurs services au cas où il y aurait des inculpations.

Neuf militants inculpés

Jusqu'à une heure assez tardive de la nuit, une manifestation spontanée s'organisait dans les rues de Nancy avec des slogans unitaires contre la répression. Au cours de la nuit, heure après heure, les gardes à vue étaient levés, les militants interpellés sortaient l'un après l'autre. Ils étaient accueillis par des applaudissements. Réconfortés, ils racontaient le siège de l'UD, l'attitude des flics et comment ils s'étaient montrés fermes dans leur interrogatoire par rapport aux inspecteurs. Une militante à qui les flics reprochaient d'avoir souvent entendu le même prénom que le sien à la radio LCA répondait : « Il n'y a pas qu'un âne qui s'appelle Martin, j'espère que vous ne vous appelez pas Martin ! », « Vous dites qu'une radio, c'est pas légal, mais est-ce que le chômage c'est légal ? ».

Au matin, il se révélait que les flics gardaient dix militants en otage. Le jeudi 5, la journée de manifestation prévue au départ sur la Sécu, voit une participation massive. Les trente-trois qui ont été libérés en fin de garde à vue, tiennent la banderole de tête. Ce qui domine c'est la colère et l'unité. Dans toutes les têtes, on pense aux dix otages de la police. On commente les événements de la nuit, la sauvagerie des flics, on visite l'UD : un jour après, bien que toutes les vitres soient cassées, les yeux piquent encore à cause des lacrymogènes. Les flics ont tout mis sans dessus-dessous, volé les fichiers, volé du matériel d'enregistrement, vidé tous les bureaux, tout cela de rage de ne pas avoir trouvé ce qu'ils cherchaient : la radio.

Riposte unitaire le 12 juin

« Les casseurs doivent payer » déclarent les dirigeants CGT qui portent plainte et assurent que ces événements sont sans précédent depuis 1956, où des fascistes avaient alors attaqué l'UD. Une partie des manifestants resteront mobilisés toute la journée, attendant la décision du tribunal concernant les dix camarades. L'audience publique commence seulement à 20 heures. Visiblement les magistrats font traîner les choses. Plusieurs centaines de manifestants sont présents dans le tribunal. La ville est quadrillée par les CRS et leurs cars encadrent le tribunal. L'annonce du maintien de neuf camarades en prison pour sept jours est accueillie avec stupéfaction et des cris d'indignation. C'est la politique d'otage chère au pouvoir qu'on a connu à Longwy l'an dernier. C'est une véritable provocation.

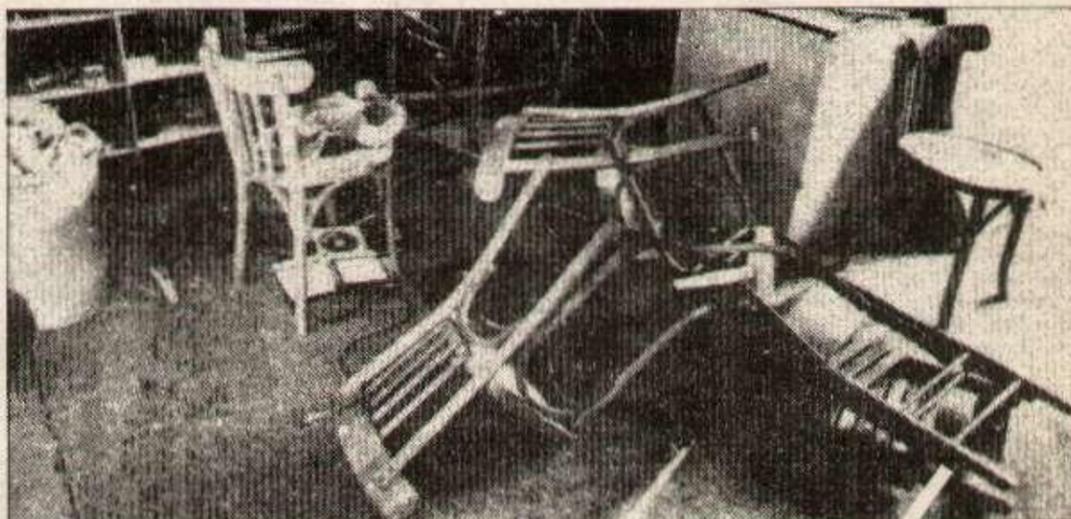
Aujourd'hui, la riposte du 12 juin s'organise : grève régionale avec appel unitaire CGT, CFDT et SNES, manifestation à Nancy, au moment du procès. Objectif, obtenir la libération des syndicalistes inculpés !

Correspondant
NANCY

Radio France lance Radio 7 et veut faire taire Radio 80

Mercredi 5 juin, 6 heures du matin. Dans la cour de l'immeuble du 163 rue du Chevaleret (XIII^e arrondissement de Paris), une centaine de policiers en tenue, quelques dizaines de flics en civil, des techniciens-radio viennent de s'engouffrer à toute vitesse. La rue est bloquée par des cars de police. Le studio de Radio 80 est investi, les techniciens de TDF démontent tout. Le matériel est embarqué : deux platines-cassettes, trois platines-disques, trois tables de mixage, six micros, six casques. La grande antenne télescopique de douze mètres, qui permet à Radio Paris 80 de se faire entendre sur bien des quartiers de la capitale, est descendue du toit. En quelques instants, et sans fournir aucun papier officiel, la police, qui agit sur commission rogatoire du juge d'instruction Le Guilhem, déménage pour un million d'anciens francs de matériel.

La nouvelle de cette agression contre une des radios libres de Paris, bien des gens l'apprennent, paradoxalement, par la très officielle Radio 7, lancée quelques jours plus tôt par Radio France ! Pas besoin d'être bien futé pour ne voir entre le lancement de Radio 7 et l'intervention policière contre Radio Paris 80 autre chose qu'une coïncidence ! Il ne suffisait sans doute pas, pour la bonne marche de la radio officielle, que TDF s'échine à brouiller la radio libre du «163». Il fallait aller plus loin pour assurer toutes ses chan-



Radio 80 après l'intervention de la police

ces à la «radio expérimentale» officielle de l'île de France, il fallait tenter de faire taire Radio Paris 80 une fois pour toutes.

Ainsi, à Radio France, on se permet de donner dans le «jeune», avec une musique qu'on n'entend pas partout, avec un style qui se veut décontracté, même s'il ne tourne que sur quelques clichés, quelques mots comme «super», «chouette» ; on parle des motards, on passe des petites annonces. Et dans le même temps, la police embarque le matériel de Radio Paris 80, qui plus est un jour où les journaux sont en grève... et où l'information passe par la radio !

Mais l'opération policière n'a

pas réussi à faire taire la radio libre. Le soir-même, avec un nouveau matériel, Radio Paris 80 recommençait à émettre, comme elle le fait depuis maintenant trois mois tous les soirs, de 18 h 30 à 2 h du matin, sur 92 MHz-FM. Devant la menace, de très nombreux auditeurs ont accouru sur les lieux d'émission. Pour les animateurs de Radio Paris 80, ces interventions policières arrivent au résultat contraire de celui recherché. Essayer d'étouffer ces radios libres au moment où Radio France lance ses radios locales, c'est, d'une certaine façon, discréditer ces radios officielles qui font leur trou à l'aide de la répression, qui se veulent «sympa», à condition

d'être les seules à passer sur les ondes.

Deux des animateurs de Radio 80, Sylvain Recci et Pascal Thierry sont aujourd'hui inculpés de «violation du monopole de radio diffusion», et passeront en flagrants délits le 23 juin, devant la 17^e chambre correctionnelle. D'ores et déjà, vingt et un membres du Collectif de Radio 80 ont donné leur nom au Procureur de la République, et affirmé qu'ils avaient eux aussi participé à la radio. En attendant, Radio 80 continue bel et bien. «Chaque fois que la police saisira le matériel nous augmenterons la capacité d'émission de 100 Watts», a-t-on pu entendre sur Radio 80 !

Radio Quinquin : état de siège dans une ville de 5 000 habitants

La police investit les locaux de Radio Quinquin



Mercredi 5 juin, 6 heures du matin. Il n'y a plus d'électricité, plus de téléphone dans la petite ville d'Auby, près de Douai. Toutes les entrées de la bourgade sont bloquées par douze compagnies de CRS. Cinq minutes plus tard, les ferrures des portes blindées des locaux de Radio Quinquin sont attaquées au chalumeau. Les militants CGT présents à la radio doivent sortir. Dans le studio tout est démonté. A 7 heures, des ouvriers réquisitionnés commencent à démonter l'antenne de 60 mètres. Longue opération qui durera jusqu'à 14 heures, sous les huées des sympathisants de la radio arrivés sur les lieux, tenus en respect par les CRS.

Au meeting qui se tient le jour même à 16 heures, le secrétaire de l'UD CGT du Nord annonce «ils nous ont volé notre matériel, mais nous relevons le défi. Dans quelques jours, vous entendrez de nouveau «Le chiffon rouge» sur les ondes. Nous allons nous repayer un émetteur, Radio Quinquin continuera». Ce ne sont pas des paroles en l'air. Très vite, la solidarité a joué. La police avait embarqué 5 000 disques. Vendredi, les sympathisants en avaient apporté 1 000 autres. La souscription lancée mercredi avait déjà rassemblé 10 millions d'anciens francs deux jours plus tard. Et Radio Quinquin

reémettait, sur 102 MHz, malgré un important brouillage effectué par TDF.

Radio Quinquin avait été lancé par les UD CGT du Nord et du Pas de Calais quelque temps avant la marche des sidérurgistes sur Paris, le 23 mars de l'an dernier. Après une interruption de quelques mois, elle reprenait en novembre dernier. Depuis 7 mois, elle émettait chaque jour, aux moments de grande écoute des radios. Avec un indéniable succès.

Comme à Paris pour Radio 80, l'intervention contre Radio Quinquin coïncide avec le lancement d'une radio «expérimentale» régionale de Radio France, baptisée «Fréquence Nord». Cette station s'est d'ailleurs trouvée dans l'obligation de rendre compte dès 7 heures, de l'intervention policière contre la radio CGT, tandis que la télé régionale bloquait toute information. Triste exemple, une fois de plus, de la façon dont le pouvoir conçoit la démocratie et la décentralisation de l'expression ! Couper une ville avec des forces de police impressionnantes, couper les liaisons téléphoniques, comme s'il s'agissait d'un véritable siège, voilà qui est particulièrement grave et qui ne peut rester sans riposte.

L'effet 81

Giscard aura surpris son monde la semaine dernière en annonçant sa volonté de ralentir le processus d'élargissement de la Communauté Européenne. Décision apparemment marquée du sceau du bon sens : puisque l'élargissement de l'Europe de six à neuf pose des problèmes non résolus au bout de six années, il est prématuré d'envisager son passage de neuf à douze. Le bon sens n'est cependant qu'apparent : tant du point de vue politique que du point de vue économique, les problèmes (bien réels) soulevés par l'entrée du Portugal et de l'Espagne dans la CEE (la Grèce, elle, sera officiellement la dixième dans six mois maintenant) n'ont strictement rien à voir avec ceux soulevés par la Grande-Bretagne. Giscard n'est évidemment pas sans le savoir, et on peut dès lors s'interroger sur les véritables motivations du Président de la République. L'une d'elles, en tout cas, apparaît avec clarté : il s'agit pour Giscard de marquer des points, dans la perspective présidentielle.

La manœuvre est habile : dans le Languedoc-Roussillon principalement, mais aussi dans d'autres régions, RPR et PCF avaient axé, avec une bonne part de démagogie, leur propagande sur le thème du refus de l'élargissement : ils se voient ainsi désarçonnés d'un de leur principal cheval de bataille. Quant au PS, qui semble à ce jour rester partisan d'un élargissement rapide de la CEE, il est aujourd'hui pris à contre-pied. Plus fondamentalement, le Sud-Ouest, là où le problème est plus sensible, est une région-clé de l'ouverture giscardienne : s'il est des voix à prendre à gauche, c'est ici, dans les vieux fiefs radical-socialistes, qu'elles seront prises ; d'où le fameux «plan sud-ouest», dont les promesses (fallacieuses, il va sans dire) étaient jusqu'ici fâcheusement éclipsées par les craintes nées de l'entrée de l'Espagne dans la CEE. Au prix d'un magnifique reniement de ses propos antérieurs, mais il n'est plus à cela près, Giscard fait ainsi d'une pierre deux coups : il se redonne des armes électorales dans le Midi, tout en plaçant ses partis rivaux en porte-à-faux.

Fièvre électorale

Basse manœuvre électorale, que déjà RPR, PS et PCF ne manquent pas de dénoncer comme telle.

Mais sans doute leurs véhémentes protestations auraient-elles plus de poids si eux-mêmes ne s'abandonnaient pas, depuis des mois, à cette fièvre électorale qui ne cesse d'augmenter au fil des semaines.

Evidemment, ce n'est pas dit. Quand Giscard présente toute sa famille, en rang d'oignon, au pape, quand Chirac révèle une piété insoupçonnée en communiant ostensiblement sur le parvis de Notre-Dame avant de recevoir ce même pape devant «sa» mairie, quand Marchais s'y reprend à deux fois pour serrer la main de Jean Paul II dans les salons de l'Élysée, quand les dirigeants socialistes, après un moment d'hésitation, assistent tous, «à titre personnel», au Te-Deum papal, ils ne pensent bien sûr pas aux élections...

Mais à quoi pense le très réactionnaire Chirac quand il déclare, à titre personnel encore, qu'il ne votera pas le projet Peyrefitte appelé «Sécurité et Liberté» ? Qu'est-ce qui fait courir Marchais et Rocard de ville en ville, de région en région ? Pourquoi Giscard éprouve-t-il le besoin de tirer le bilan de six ans d'exercice du pouvoir en précisant qu'il a encore «beaucoup de choses à faire», et «qu'il faut du temps» ?

L'enjeu identique...

En vérité, ils ne pensent qu'à ça, et depuis bien longtemps. On serait d'ailleurs tenté de les comprendre, au vu des enjeux de cette élection de mai 1981.

Enjeux sans cesse identiques, et sans cesse renouvelés, sans cesse identiques, car c'est du pouvoir qu'il s'agit. Amorcé en 1958, et inscrit dans les mécanismes mêmes de la Constitution le processus de «présidentialisation» du régime n'a fait que s'accroître au fil des années. Aujourd'hui, celui qui tient l'Élysée a dans ses mains non seulement l'exécutif, mais aussi l'initiative, élément particulièrement précieux dans un jeu politique plus que jamais bloqué par ceux d'en-haut. Comme en 1974, comme en 1978, l'enjeu est donc le pouvoir, et même s'il existe un favori logique à l'élection de

l'année prochaine, il serait aventureux d'en déduire que tout est déjà joué. Mais les termes du débat sont ainsi renouvelés, depuis mars 1978.

...Et renouvelé

Le score réalisé par chacun des «quatre» pèsera d'un poids important dans l'évolution ultérieure des partis et des liens qu'ils entretiennent entre eux. Il ne sera pas du tout indifférent de savoir si le RPR de Chirac parvient à garder sa stature d'important parti de droite, ou si au contraire il sort largement diminué de la confrontation, avec un score inférieur à 15% ou 16%. Il sera important de savoir comment se situent les rapports de force entre les partis de gauche, de savoir si le PCF a avancé dans son entreprise de «rééquilibrage» de la gauche, ou si au contraire le PS assure plus nettement sa suprématie.

Autant d'enjeux suffisamment importants pour qu'on conçoive qu'ils puissent être des préoccupations essentielles pour les «quatre».

Campagne-élection-bilan-nouvelle campagne...

L'hypocrisie est cependant manifeste, car si chacun agit en fonction de ces présidentielles, tous se défendent d'y penser.

Hypocrisie que l'attitude de Giscard, qui déclare à de multiples reprises qu'«il n'est pas bon d'être en campagne électorale permanente», et qui en réalité envisage sa nouvelle candidature... depuis 1974.

Qui sera candidat ?

Les solides barrières du pouvoir

Quels seront les candidats à l'élection présidentielle ? Il est évidemment trop tôt pour en dresser la liste. Cependant, un fait est d'ores et déjà acquis : si les quatre grandes formations qui entendent monopoliser la scène politique n'ont à se déterminer qu'en fonction d'impératifs politiques et tactiques, il en va tout autrement pour les autres, tous les autres. Soucieux d'éviter l'émergence, sur la scène électorale, de toute nouvelle force qui viendrait troubler le jeu désormais bien connu des «quatre», le gouvernement a en effet mis en place progressivement de nombreuses barrières destinées à empêcher le libre droit de se présenter à cette élection au suffrage universel.

Pour les précédentes élections présidentielles, de 1965 à celles de 1974, en passant par 1969, les conditions à remplir étaient les mêmes : outre une caution financière éventuellement remboursable, il fallait que le candidat reçoive le «parrainage» de cent élus, parlementaires, conseillers généraux ou maires. Dès son arrivée au pouvoir, Giscard a jugé ces conditions insuffisantes il y avait eu, selon lui, trop de candidatures «marginales» en mai 1974, même si le Conseil Constitutionnel s'était déjà chargé d'en éliminer quelques unes. Une nouvelle loi organique a donc été soumise au parlement, et promulguée le 18 juin 1976. Désormais, un candidat doit fournir, non plus 100, mais 500 signatures de parrainage, recueillies chez les parlementaires, députés et sénateurs, conseillers



Les voix des travailleurs du Midi font que l'élargissement de la CEE est abordé par Giscard dans la perspective de 1981

Hypocrisie que celle de Chirac, dont les intonations gaulliennes et les «critiques» envers le gouvernement parviennent mal à cacher d'évidents calculs électoraux.

Et que penser de l'attitude des dirigeants du parti socialiste ? On se bat à coup de «conceptions différentes de la gauche», de «parler vrai» et de «projet socialiste», mais tout cela débouche sur des primaires internes au PS où deux têtes s'affrontent dans une merveilleuse caricature de la démocratie.

Et que dire de l'attitude des dirigeants du PCF, Marchais en tête ? Eux ont dénoncé les «illusions électorales» nées de feu le programme commun ; eux mettent l'accent sur les luttes, et même sur le changement «ici et maintenant». Mais le dernier comité central a défini, un an avant l'échéance, les présidentielles comme «axe principal du travail des communistes». Il y a

quelques mois déjà, à la porte de Pantin, on a entendu des militants crier «Marchais président», alors que celui-ci insistait déjà sur l'importance qu'allait revêtir le score du candidat du PCF, dont on nous dit qu'il n'est pas encore choisi. En fait, ce n'est pas faire une révélation que de dire que le PCF vise l'élection de 1981 au moins depuis son 23^e Congrès. Pour les dirigeants du PCF, le rééquilibrage s'exprime non pas principalement en terme d'actions à la base, mais bien en terme de résultats électoraux.

Des élections, toutes importantes du fait de la situation politique française. Des périodes post-électorales, destinées à tirer les bilans des résultats obtenus. Et aussitôt après, l'amorce de nouvelles campagnes électorales. Ainsi se présente la vie politique, pour les grands partis. Ainsi se présenterait-elle pour nous, si on les laissait faire.

Nicolas DUVALLOIS



2 mois avant les congés : les dispositions du projet de loi Stoléro envoyées aux directeurs du Travail

Des milliers d'immigrés refoulés pour cause d'emplois insuffisants ?

Pour la troisième année consécutive, le gouvernement organise, du 9 au 15 juin, une «semaine du dialogue Français-Immigrés». En fait, comme les années précédentes, une vaste opération masquée, à grands renforts de spots publicitaires, discours et tables rondes, comme celle de ce dimanche 8 juin entre Stoléro et différentes organisations et qui ont été... censurés ! Cette semaine du dialogue vise en fait à faire oublier la réalité de la politique gouvernementale en matière d'immigration, suivie depuis plus d'un an. Politique qui, rappelons-le, comporte plusieurs volets. C'est la loi Bonnet votée à la hâte le 6 décembre dernier et qui permet d'expulser tout immigré qui trouble l'ordre public. En clair, tout immigré - c'est-à-dire 20% de la classe ouvrière - est aujourd'hui menacé d'expulsion en cas de grève. Cette attaque contre les travailleurs immigrés touche en fait l'ensemble de la classe ouvrière, dont la bourgeoisie veut affaiblir les capacités de riposte au chômage et aux bas sa-

laires. Quelle efficacité en effet aux luttes des travailleurs si en moyenne 20% d'entre eux et souvent plus dans certains secteurs, doivent se tenir tranquilles sous peine de représailles ?

Le second grand volet de la politique gouvernementale est, on le sait, le projet de loi rédigé par Stoléro il y a maintenant un an et qui vise à renvoyer chez eux les travailleurs immigrés au chômage depuis plus de six mois, et en tous cas en fonction de la situation de l'emploi dans chaque département. Un projet qui vise donc à rendre les travailleurs immigrés responsables du chômage actuel et du même coup faire planer sur eux de nouvelles menaces de refoulement, d'où un moyen supplémentaire de pression en cas de lutte.

La discussion de ce projet de loi et son vote ont été repoussés à maintes reprises depuis juillet dernier, face à la riposte qu'il a suscitée contre lui. Mais on peut l'affirmer aujourd'hui : depuis quelques semaines, le gouvernement a décidé, au moins par

l'instant, de s'en passer et de le remplacer par un texte complètement illégal envoyé aux directeurs départementaux du Travail et contenant les mêmes dispositions ! Nous en donnons ci-dessous la preuve. En outre, bien que ce texte soit récent, des éléments concrets montrent là encore que d'ores et déjà, des travailleurs immigrés sont expulsés à cause de la situation de l'emploi, comme le veut Stoléro !

A l'évidence, le pouvoir, en agissant de la sorte, veut profiter de la période des congés pour accélérer la mise en pratique de sa «nouvelle politique de l'immigration». C'est bien à des milliers d'expulsions que le gouvernement se prépare. Et ce d'autant plus que l'ensemble des moyens législatifs permettant l'expulsion, en plus de ceux déjà cités, sont mis en branle aujourd'hui. Des faits l'attestent encore.

Il faut empêcher ces projets !

Le projet Stoléro repoussé depuis un an

Le premier principe du projet de loi Stoléro est la mise en place, pour les travailleurs immigrés, d'un titre unique de travail et de séjour, valable trois ans pour l'ensemble du territoire ainsi que des professions.

Désormais, tout immigré se voyant retirer son autorisation de travail se verrait automatiquement retirer son autorisation de séjour, puisqu'elle finirait en même temps.

Cela est d'autant plus grave que - second principe du projet - l'autorisation de travail pourrait être retirée au cours

même de sa validité, ce qui ne s'était jamais vu, à tout immigré au chômage depuis plus de 6 mois ; il y a un an, ils étaient déjà 120 000 dans ce cas !

Troisième principe encore plus grave du projet de loi Stoléro : il prévoit de limiter les renouvellements des autorisations de travail (donc de séjour) chaque année, en fonction de la situation de l'emploi de chaque département ; c'est ce que Stoléro appelle «la clarification du renouvellement».

L'article III du projet dit clairement : «Dans des conditions déterminées par un décret en Conseil d'Etat, le Ministre chargé du travail peut fixer par département, et en fonction de la situation de l'emploi le nombre maximum de renouvellements, d'autorisations de travail qui pourront être effectués chaque année au profit des travailleurs étrangers permanents».

Autrement dit des milliers de travailleurs immigrés - dont ceux exerçant actuellement un emploi - pourraient progressivement être privés de leur emploi par l'autorisation arbitraire du gouvernement et de l'administration et se voir en conséquence refouler du territoire. C'est bien l'objectif essentiel du projet de loi Stoléro, qui rend ainsi les travailleurs immigrés responsables du chômage en les renvoyant chez eux.

Le cas des résidents privilégiés

Stoléro, pour faire oublier les graves dispositions de son texte déclare qu'il comporte des mesures positives pour les étrangers bénéficiant du statut de résident privilégié, (seconde grande partie du projet). En fait, il ne fait que confirmer (art. 6) ce qui constitue l'avantage essentiel des bénéficiaires actuels de ce statut : le renouvellement automatique de ses titres de séjour et de travail, ce qui est le cas depuis... le 2 novembre 1945, date de l'ordonnance du même nom relative aux conditions d'entrée et de séjour des immigrés !



Les lois anti-immigrés amoindrissent les possibilités de riposte de l'ensemble de la classe ouvrière

Il n'y a donc pas de garantie nouvelle, par contre les futurs résidents privilégiés ne le seront plus tellement.

Et d'abord, les conditions pour accéder à ce statut deviennent draconiennes !

Actuellement la circulaire du 2 novembre 1945 stipule que «peuvent obtenir une carte dite de résident privilégié les étrangers qui justifient en France d'une résidence non interrompue d'au moins trois années». Ce délai est désormais porté à vingt ans par le projet Stoléro !

Quant à ceux qui parviendraient tout de même à ce statut privilégié à condition, on s'en doute, de se «tenir bien», ils n'auront plus droit comme c'est le cas aujourd'hui, après 10 ans, à une carte de travail valable 10 ans et renouvelable automatiquement. Le projet de loi Stoléro ne prévoit plus de délivrer qu'une seule carte durant trois ans (carte B).

Samedi 7 juin 5 000 personnes manifestent contre les lois racistes

Après celle du 10 mai, avec le succès que l'on sait (10 000 personnes) une nouvelle manifestation a eu lieu à Paris, contre les lois scélérates Barre-Bonnet-Stoléro, samedi 7 juin.

Les manifestants au nombre de 5 000 environ, qui ont défilé durant plus d'une heure entre la Bastille et l'église Notre Dame, entendaient outre leur condamnation des lois racistes, dénoncer le caractère particulièrement provocateur et hypocrite de la semaine du dialogue de Stoléro.

La manifestation, appelée par le MRAP et à laquelle s'étaient jointes différentes associations anti-racistes, familiales avait reçu le soutien des confédérations syndicales CGT et CFDT. Un

soutien qui s'est concrétisé par la présence de l'UR CFDT de Paris, des syndicats CFDT parisiens du textile, du SGEN et de la métallurgie. On notait aussi la présence mais en faible proportion, de l'UL CGT 19^e ainsi que de quelques travailleurs de Renault-Flins. On notait parmi les manifestants en très grand nombre et particulièrement combattifs, les travailleurs turcs qui en matière de régularisation des papiers montrent l'exemple puisqu'ils viennent d'arracher à Stoléro leur régularisation. Etaient présents également des travailleurs mauriciens, portugais, maliens, sénégalais tous touchés d'une manière ou d'une autre par les mesures gouvernementales.

Comment faire passer le projet en douceur

La note du 3 avril 1980

La mobilisation depuis un an contre son projet de loi a contraint Stoléro à faire reculer à différentes reprises (juillet 1979, automne 1979, printemps 1980) sa discussion et son adoption par le parlement.

Il a donc décidé de se passer de ce vote pour l'instant. Pour cela, Stoléro a tout simplement repris début avril, dans une note de service l'essentiel des dispositions de son projet, note de service qu'il a envoyée aux directeurs départementaux du Travail pour application immédiate, en se gardant bien d'en faire de la publicité. La voici.

Le 3 avril 1980

NOTE

A M. LE DIRECTEUR DU TRAVAIL

OBJET : Renouvellement des cartes de travail.

Je vous précise par la présente note les instructions à appliquer pour le renouvellement des cartes de travail parvenues à expiration.

1° Pour les Algériens, je rappelle à titre d'information que les ressortissants de ce pays n'ont pas de carte de travail et que le renouvellement de leurs certificats de résidence de 10 ans donne lieu jusqu'au 1er septembre 1980 à une prolongation automatique d'un an.

2° Pour les Espagnols, Portugais et Grecs, le renouvellement est accordé automatiquement dans le cadre des négociations d'adhésion au Marché Commun. Le renouvellement s'effectue à l'identique de la carte présentée.

3° Pour les autres nationalités, vous voudrez bien appliquer à votre niveau les dispositions légales existantes (article R 341-4 du Code du Travail - décret du 21 novembre 1975) pour les demandes de renouvellement de cartes présentées par des travailleurs ayant un emploi et vivant en France avec leur famille.

Par contre, vous voudrez bien transmettre désormais pour décision à la Direction de la Population et des Migrations les demandes de renouvellement :

- des travailleurs isolés (célibataires ou personnes dont la famille n'est pas en France) ;
- des chômeurs n'ayant pas exercé d'emploi depuis plus d'un an.

Ces dossiers seront transmis avec les renseignements chiffrés concernant l'application de l'article R 341-4, c'est-à-dire, notamment, la situation de l'emploi présente et à venir dans la profession et dans les régions considérées, et avec votre avis concernant tous les éléments que vous souhaiteriez faire connaître.

Les présentes instructions annulent et remplacent celles qui vous ont été données le 17 septembre 1979.

Lionel STOLERO

Expulsions motivées par la situation de l'emploi : c'est déjà largement commencé

Sur la totalité des travailleurs immigrés qui ont rendu visite à l'organisation SOS Refoulements à Paris, pour les seuls trois premiers mois de cette année (83% d'hommes, 17% de femmes, 85% de salariés) :

- 7,3% déjà s'étaient vus refuser une carte de travail, la totalité des refus ayant été motivée par la situation de l'emploi.
- En outre, 31% des consultants - soit près du tiers ! - de SOS Refoulements étaient au chômage, donc menaçables, à court ou moyen terme, d'expulsion.

Le second aspect de la note de Stoléro vise à rendre de plus en plus précaire la situation des travailleurs immigrés (y compris les «privilegiés») par la multiplication des autorisations temporaires. La nature des titres de séjour des travailleurs immigrés ayant rendu visite à SOS Refoulements à Paris, montre que là encore, les choses étaient déjà bien avancées en la matière au début de cette année !

Avaient :

une carte de séjour valable :	33,30 %
des papiers provisoires :	22,80 %
une carte périmée (et pas remplacée)	10,50 %

une carte perdue (ou retirée) : 10,35 %
Sans compter que 19,3% n'avaient aucun papier, ne pensant jusqu'à ce jour, pouvoir en obtenir !

Gare au «mal du pays» ou quelques motifs de refoulement peu connus

Outre les plus connus, il existe de nombreux motifs légaux d'expulsion des travailleurs immigrés, contenus dans la loi Bonnet, le projet Stoléro ou d'autres textes. Nous en donnons ci-dessous un aperçu avec des exemples de mise en pratique.

Eviter l'expulsion pour un travailleur immigré, cela veut dire :

- 1 - ne pas avoir subi de brimades policières (c'est souvent le cas dans le métro) ; en effet, les faits montrent que les travailleurs immigrés, victimes de brutalités policières deviennent souvent les accusés. Traduits devant les tribunaux, ils sont inculpés «d'outrage et de rébellion à agents» puis menacés d'expulsion.
- 2 - Ne pas avoir le «mal du pays» et être rentré plus de six mois dans son pays d'origine.
- 3 - Ne pas avoir commis le moindre délit : un simple accident de voiture peut amener l'expulsion.

4 - Tout immigré qui a la malchance de perdre ses papiers est souvent considéré comme travailleur clandestin.

5 - Un logement insuffisant est un motif d'expulsion, y compris lorsqu'une famille immigrée a fait une demande de logement dans

les normes. Il suffit que sa demande reste sans réponse. Un cas parmi d'autres : «Une femme algérienne rejoint son mari en 1974. Lui, il est en France depuis 1960 et travaille régulièrement. Ils ont deux enfants nés en France. Ils ont fait une demande de HLM sans réponse jusqu'à présent. La femme est refoulée pour logement non conforme : 2 pièces, kitchenette, WC, salle d'eau, surface : 35 m²»

Quelques motifs de consultation à SOS Refoulements.

25,4% des consultants étaient menacés d'expulsion pour :

- faux papiers,
- condamnation pénale (accident de voiture, ...)
- absence prolongée (plus de six mois)

23,6% s'étaient vus refuser le droit au séjour pour :

- logement insuffisant
- pour avoir été clandestins (tolérés largement pendant les périodes d'expansion ou encore récemment dans certains secteurs comme la confection).

7,3% se sont vus refuser le renouvellement de leur séjour pour les mêmes motifs.



Après des années de surexploitation, pendant la période d'expansion, les immigrés sont les premières victimes du chômage

Ouverture de la «semaine du dialogue» à la télévision

Stoléro censure ses invités !

«Producteur exécutif : FR3». Tel aura été le seul et unique nom que l'on a pu lire sur la générique de l'émission «Mosaïques» dimanche 8 juin à la télévision, «Mosaïques» étant comme chacun sait l'émission du dimanche consacrée aux immigrés.

La raison ? Les réalisateurs chargés de l'émission ont refusé qu'on inscrive leur nom à la fin du débat qui avait alors eu lieu entre Stoléro et différentes associations et syndicats, en ouverture de la troisième semaine de dialogue du 8 au 15 juin a été censuré... par Stoléro lui-même et ses collaborateurs qui ont demandé que plusieurs coupures soient effectuées. En effet, bien que le débat ait été

pré-enregistré. Stoléro s'est trouvé en face d'interlocuteurs qui n'ont pas manqué de critiquer la politique anti-immigré du gouvernement. Malgré les coupures, Stoléro n'a pas pu empêcher ces accusations : «Les immigrés vivent dans l'angoisse... On expulse pour rien... Vous incitez au racisme en faisant l'amalgame pétrole = arabe = immigré...»

A ces propos, on a pu voir Stoléro répondre qu'on pouvait «compter les expulsions sur le doigt de la main...» et surtout cette phrase «Mon projet de loi protège en priorité les chômeurs» ce qui est pour le moins étonnant quand on sait qu'il prévoit l'expulsion de tout immigré sans travail depuis six mois ! Ce dialogue qui va se poursuivre une semaine - et on voit de quoi il retourne ! - va coûter 400 millions de centimes payés... par le FAS, c'est à dire par les immigrés !

A vouloir changer trop radicalement de cap, la CFDT en aurait-elle perdu la boussole ? A vrai dire, le navire donne parfois l'impression de dériver dans le brouillard, les officiers cramponnés à la barre pour maintenir la direction qu'ils ont choisie alors qu'une bonne partie de l'équipage se mutine mais ne parvient pas à se mettre d'accord sur la nouvelle route à définir.

Les problèmes sont sérieux dans la CFDT à l'heure actuelle. L'un dans l'autre, la «nouvelle politique d'action» plus simplement dénommée «recentrage», commençait à se matérialiser; avec ses ambiguïtés sur les négociations, avec son discours «réaliste», avec ses propositions franchement inacceptables en ce qui concerne par exemple les restructurations dans la sidérurgie, dans l'automobile ou dans d'autres branches.

Mais aussi avec d'autres aspects intéressants; par exemple une remise en cause assez profonde de la logique «électorale» suivie par le syndicalisme, la critique de la non-prise en compte des réalités actuelles de la crise et des problèmes nouveaux qu'elle développe dans la classe ouvrière... Bref, on discutait, on critiquait, on réfléchissait, parfois dans des conditions difficiles.

La situation s'est modifiée depuis quelques semaines. La très violente campagne déclenchée par la direction de la CGT contre la CFDT, «frontalement et dans son ensemble», produit inévitablement un certain nombre d'effets dans les rangs cédétistes. C'est d'ailleurs l'un des buts poursuivis. Elle agit contre une centrale qui, moins que jamais, n'est en situation de cohésion interne. En tout cas, en même temps qu'elle contribue largement à accroître la confusion dans la CFDT, elle a le mérite de donner un sérieux coup de fouet à la réflexion et de l'orienter sur la question de la lutte puisque c'est ce terrain qui a été choisi.

dosier

SITUATION DIFFICILE POUR LA CFDT

Coincés entre les aspects droitiers du recentrage et les pressions très fortes de la direction CGT, les militants cédétistes cherchent les moyens de sortir de cette inconfortable situation

Par Gérard PRIVAT



Jacques Moreau, auteur du rapport du Môme nom, point de départ du recentrage, qui fut très largement contesté et repoussé en janvier 1978 par le Conseil national de la CFDT

«Lamentable, c'est lamentable ! Pourquoi a-t-on fait cela ? On se ridiculise complètement ! Le gars n'est pas content du tout du résultat de la manifestation organisée le 5 juin à 17 heures par la CFDT à Paris. Il faut dire qu'il y a de quoi. Même en empruntant des rues pas trop larges et en écartant les rangs au maximum, le cortège n'est pas très long. Le matin, plusieurs dizaines de milliers de manifestants ont défilé de la Bastille à l'Opéra à l'appel de la CGT. Parmi eux quelques sections CFDT avaient jugé utile de prendre place. Même si plus de la moitié de la manifestation était composée de délégations de province prévues à l'origine pour autre chose, le déséquilibre est criant, écrasant.

Pourtant, des militants persistent à penser qu'il fallait «faire comme ça», que les camarades qui sont allés le matin à la manif CGT se trompent, qu'ils se sont fait avoir. Deux d'entre eux, expliquent, patiemment mais fermement : «D'accord pour l'unité d'action. Mais sur quelles bases ? On ne peut pas tout accepter, on ne peut pas se laisser écraser. Il y a une sorte de diktat que l'on veut nous imposer.

Les mots d'ordre des congrès sont parfois ambigus...



Nous ne pouvons accepter cela. La discussion s'anime, le ton monte entre des partisans de l'unité à tout prix, ceux de «l'efficacité même limitée», d'autres qui se reconnaissent un peu dans les deux positions, d'autres encore...

Une diversité d'attitudes

Tout se passe comme si les structures dirigeantes de la CFDT se trouvaient dans l'impossibilité de tracer, ne serait-ce qu'une orientation générale, une démarche à suivre, une attitude à tenir dans la situation de division et d'affrontement entre les syndicats qui existe actuellement. Ainsi l'on observe des attitudes fort différentes selon les fédérations, les régions, les syndicats, les sections, les militants eux-mêmes.

Un certain nombre d'organisations appellent par exemple avec la CGT à des journées de grève et de manifestations alors que d'autres s'y refusent obstinément, appellent séparément ou dans des termes différents ou s'abstiennent purement et simplement. Cette diversité d'attitudes pose un problème certain de cohérence et hypothèque dans de nombreux cas la crédibilité d'un certain nombre de propos que par ailleurs les dirigeants de la CFDT peuvent tenir. Ainsi, à Paris pour la journée du 5 juin, les présidents mis en nouvelle fois par la CGT pour l'organisation commune de la manifestation n'ont pas forcément été connus, compris par l'ensemble des militants de la CFDT parisienne. L'absence d'explications, de points de référence (y compris au niveau national) pour les militants, a sans doute alimenté la confusion et le manque de motivations pour défendre des positions ou trop floues ou mal comprises, ou fortement remises en cause. Il semble en tout cas exister de manière un peu générale, un certain désarroi dans les rangs de la CFDT.

Une situation complexe

L'offensive cégétiste n'est pas

arrivée au hasard. Elle a été déclenchée dans une période où la cohésion interne de la CFDT — toujours plus ou moins solide — est très ébranlée. Les discussions, les débats (à propos du recentrage évidemment) tournent un peu en rond, il faut bien le dire. La grande diversité de sensibilités et d'opinions dont se félicitent nombre de dirigeants de la CFDT entraîne aussi des difficultés certaines de cohésion. Pour l'heure, les partisans du recentrage disent «dans sa globalité», ren-



... Mais ils laissent souvent une grande latitude pour leur donner un contenu plus précis, offensif et mobilisateur

contrent de nombreuses résistances pour faire passer l'ensemble de leurs positions ; on l'a encore vu récemment dans des congrès comme ceux de la FGTE ou d'HACUITEX. Cela dit, les oppositionnels «en bloc» au recentrage (qui se subdivisent d'ailleurs en différentes sensibilités) ne sont pas parvenus à élaborer d'autres perspectives et rencontrent des difficultés importantes ne serait-ce que pour proposer des objectifs et des moyens d'action pour l'im-

prendre, schématisons un peu : il y a ceux qui sont pour le recentrage «globalement». Ils s'opposent assez fermement aux pressions exercées sur la CFDT, ils critiquent fort justement les journées d'action, les discours inopérants, la «stratégie de l'échec»... Leur démarche les conduit cependant dans la grande majorité des cas à prôner un type de syndicalisme plus proche du «bergérisme», où les négociations et la prise en compte des difficultés de l'économie dues à la crise, tendent à occuper une place prépondérante.

Leurs arguments sont forts et souvent pertinents. Ils invitent à faire le constat des résultats obtenus tant dans la mobilisation des travailleurs que dans les revendications arrachées et les luttes efficaces qui ont pu être menées. Tout schéma est forcément inexact, surtout quand il s'agit de traiter de la CFDT. Cependant on peut observer que les uns et les autres avancent en général une argumentation qui se tient, dans laquelle on trouve des éléments incontestables. Les premiers posent (et sont les seuls à le faire) des problèmes réels et de fond du mouvement syndical d'aujourd'hui mais leur apportent des réponses qui ne sont pas globalement bonnes. Les seconds critiquent ces réponses réformistes mais ne parviennent pas à leur substituer des solutions positives qui correspondent à la réalité. Encore que les choses soient un peu plus complexes puisque, pour ne prendre que cet exemple, on a pu voir se retrouver les premiers et les seconds pour impulser, soutenir, populariser la lutte victorieuse des nettoyeurs du métro.

Au moins 2 démarches

Sans vouloir établir des classifications rapides, on peut cepen-

tant observer que les militants de la CFDT cherchent à se déterminer (et c'est bien logique) en fonction du recentrage tel qu'ils peuvent le concevoir aujourd'hui. De plus, l'autre donnée fondamentale de la situation — l'agression contre l'ensemble de la CFDT — commence, par les faits, à être comprise par un certain nombre de gars. Tout le problème est de saisir beaucoup plus nettement tous les aspects de ces deux points et leur interaction.

Pour essayer de mieux com-

prendre, il faut bien constater que ces opposants ne sont pas parvenus à apporter encore un début de réponse aux problèmes soulevés — et qui sont bien réels — dans la confédération après 1978 : quelle réponse à la crise aujourd'hui, comment reconstituer un rapport de force solide, à quelles conditions peut-on libérer le potentiel de lutte qui se trouve accumulé dans la classe ouvrière par plusieurs années de renforcement sans précédent de l'exploitation et de l'oppression capitalistes ? Par ailleurs, ils reçoivent un soutien fort bruyant de la masse de ceux qui, à la CGT, ont fait bloc autour de la direction du PCF et défendent sa cause avec acharnement. Ce point n'est pas sans poser problème.

Les appels du pied, les tentatives de débauchages sur le thème «quitter donc cette CFDT qui se vautre dans les salons de l'Élysée et de Matignon et rejoignez la CGT qui impulse le juste combat de classe» ont tendance à se multiplier. Il ne semble pas qu'ils aient connu pour l'instant de



grands succès, mais il n'est pas exclu que le phénomène se développe dans une certaine mesure, si l'incertitude, la dérive et l'absence de dynamique persistent dans la CFDT.

Tout schéma est forcément inexact, surtout quand il s'agit de traiter de la CFDT. Cependant on peut observer que les uns et les autres avancent en général une argumentation qui se tient, dans laquelle on trouve des éléments incontestables. Les premiers posent (et sont les seuls à le faire) des problèmes réels et de fond du mouvement syndical d'aujourd'hui mais leur apportent des réponses qui ne sont pas globalement bonnes. Les seconds critiquent ces réponses réformistes mais ne parviennent pas à leur substituer des solutions positives qui correspondent à la réalité. Encore que les choses soient un peu plus complexes puisque, pour ne prendre que cet exemple, on a pu voir se retrouver les premiers et les seconds pour impulser, soutenir, populariser la lutte victorieuse des nettoyeurs du métro.



Se situer sur le terrain de la lutte et de l'efficacité, telle est la seule démarche possible

Avancer en positif

Il semble en fin de compte que la plus grande partie des militants de la CFDT soient en situation d'interrogation. Le recentrage tel qu'il a été conduit a de toute façon un mérite à son actif : il a mis sur la place publique et soulevé dans les rangs de la confédération une bonne partie des problèmes qui se posent au mouvement syndical. Pas tous évidemment, et pas forcément de la bonne manière. Que les beaux esprits ne viennent pas trop manier la démagogie ; on est au courant, on sait à quoi s'en tenir sur les orientations généralement social-démocrates de la plupart des dirigeants de la CFDT. Elles ne datent pas d'aujourd'hui. Mais enfin, les faits sont là ; et il faut se prononcer sur le fond : un certain nombre de questions soulevées existent-elles oui ou non ? Plutôt que de se limiter à la critique — certes nécessaire — des aspects inacceptables de la nouvelle politique confédérale, pourquoi ne pas se saisir de ces

problèmes importants et réfléchir à partir de là, quelles réponses positives on peut leur donner. Quand cette démarche a été suivie, elle a en général permis d'avancer. Sur les très difficiles problèmes posés par les horstatures par exemple, pour leur intégration dans le «tissu social», leur participation à la lutte, leur organisation, des structures de la CFDT ont commencé à progresser. L'UR de Basse-Normandie à la suite d'autres expériences est même parvenue à matérialiser un certain nombre d'avancées dans ce domaine. Tout est-il réglé ? Evidemment non ! Mais quand même, c'est la première fois que ces problèmes importants et difficiles à résoudre étaient abordés un peu sérieusement par des structures syndicales.

Sur le terrain de l'efficacité

Pourquoi ne pas travailler dans le même sens pour les autres aspects de la vie et du travail syndical ? Par exemple, à propos des formes d'action. Va-t-on à chaque nouvelle journée d'action se retrouver toujours face au même dilemme ; n'y a-t-il pas moyen de se sortir de cette situation ? La confédération a, fort justement, dénoncé le caractère «rassemblements des mécontents» de ces «grand messes» que sont les journées d'action. On ne peut qu'être d'accord avec cela. Il en est qui veulent y substituer les négociations tous azimuts, à froid, dans une logique «réaliste». Pourquoi ne pas se saisir de la critique pertinente portée par la confédération sur les journées d'action pour réfléchir à partir de là au type d'actions qu'il est possible et nécessaire de développer dans les conditions d'aujourd'hui ?

Jean-Michel, militant dans une boîte de la métallurgie en banlieue nord de Paris s'est trouvé engagé dans cette démarche : «Ici, c'est pareil à chaque fois. Il y a le poids énorme de la CGT et du PCF qui pèse à chaque fois qu'il y a une

journée d'action. Seulement, le lendemain, on repart comme avant. Beaucoup de bruit avant, des milliers de tracts, une présence continue... Quand la journée est passée, silence-radio ! Plus rien ; pas de bilan, pas d'information... où en est-on des revendications avancées, quand il y en a d'avancées, rien... Seulement, la démonstration a été faite, des milliers de gars ont défilé avec les banderoles CGT, les élus du PCF ont apporté leur soutien... Nous là-dedans, on est coincés à chaque fois. Si on refuse de se prêter au petit jeu, on se fait traiter de tous les noms, on se fait accuser de «trahir les luttes». On est plusieurs à en avoir marre. On réfléchit pour voir quel type d'action on peut mettre en œuvre, par exemple, quand il y a des 24 heures, pour se sortir de ça. Il y a des idées déjà. Pourquoi ne ferait-on pas des actions coup de poing, par exemple. Sur la sécu, on aurait pu faire ça ; des occupations de bureaux, des chosés dans ce genre-là ; ce n'est pas les idées qui manquent. En plus, je suis sûr que des gars de la CGT seraient d'accord avec ça et s'y associeraient. Parce que, si tu regardes bien, tu t'aperçois que le 23 mai et encore plus le 5 juin, les débrayages dans les taules, c'était pas les grandes masses. A la CGT aussi, il y a des gars qui commencent à en avoir ras le bol des promenades de santé trois ou quatre fois par an, et qui voudraient bien faire autre chose.

Bien sûr, il faut tenir compte des conditions concrètes et de la diversité des cas. Tout n'est pas mécaniquement applicable partout. Cela dit, la réflexion de Jean-Michel mérite d'être prise en compte. Elle se situe positivement sur le seul terrain possible pour les syndicalistes, celui de la lutte ; unitaire sans doute, le plus possible en tout cas. Mais surtout, offensive, efficace. Il ne semble pas, en tout cas, qu'il existe pour les militants de la CFDT qui veulent sortir de la situation actuelle, d'autre voie possible.

«6 heures pour l'Afghanistan» à la Mutualité (Paris)

Une initiative d'ampleur, étape pour un large soutien au peuple afghan

Dès 18 heures, à l'ouverture des portes de la Mutualité, on pouvait avoir une idée de l'ampleur qu'allaient revêtir ces «Six heures pour l'Afghanistan»...

jeunes, mais pas seulement, étaient déjà là. Le rythme des entrées n'allait d'ailleurs pratiquement pas fléchir jusqu'à une heure assez tardive...

complètement pleine, tandis que les couloirs et le hall d'entrée, où étaient installés les stands, ne désencombraient pas.

franc succès : qu'il s'agisse bien sûr de celui du Collectif d'initiative, qu'il s'agisse aussi des stands afghans : celui de la FASA (Fédération des Etudiants afghans à l'étranger), celui de l'Union Générale des Etudiants afghans à l'étranger, celui de l'Afran (association d'amitié franco-afghane), de celui du comité de soutien à la lutte du peuple érythréen, qui avait tenu à être présent pour marquer

Un Afghan de Kaboul

«J'ai vécu le fascisme»

Un Afghan de Kaboul, qui a dû fuir son pays, au mois de février dernier, est venu expliquer à la tribune de la Mutualité ce qu'il a vécu et enduré en Afghanistan, depuis qu'il y était retourné, sous le régime de Daoud, après avoir achevé des études en France.

Le vieux leur a répondu: «Vous savez bien qu'ils sont dans la montagne; ils y mènent la résistance depuis longtemps comme tant d'autres; moi je ne suis pas coupable... Soudain on lui a donné un coup de poing dans le ventre; puis ils lui ont coupé l'oreille à l'arme blanche et la lui ont introduite dans la bouche; puis ils ont fait la même chose avec l'autre oreille. Moi je n'en pouvais plus, alors j'ai fermé les yeux, mais j'entendais le vieux crier et prononcer le nom d'Allah; il traitait ses bourreaux d'assassins et de valets des Russes. Il fut exécuté sous mes yeux. J'éprouvais une honte immense d'être encore en vie.»

Mohamed Habib (FASA)

«La résistance afghane : un authentique mouvement de libération nationale»

Dans son intervention, Mohamed Habib, membre du collectif d'initiative, et également membre de la Fédération des étudiants afghans à l'étranger (FASA), après avoir insisté notamment sur les circonstances dans lesquelles la résistance afghane a vu le jour, a présenté un certain nombre de traits marquants de cette résistance.

économique et culturels et d'ouvrir à «la fondation d'un Afghanistan islamique et indépendant des superpuissances» (...)

dance, la liberté et la justice sociale seraient garanties pour tous les peuples de l'Afghanistan.

«En ce qui me concerne, de par mon expérience politique, j'étais très inquiet : je me souvenais que, sous la monarchie et sous Daoud, le Khaik et le Parcham n'avaient jamais apporté aucun soutien aux luttes des ouvriers et des paysans (notamment les révoltes des paysans au moment des famines de 1971-1972 qui ont fait des milliers de morts). Ces partis passaient leur temps à se préoccuper du Parlement ou des places qu'ils pourraient avoir dans les ministères; ou bien à l'Université ils tentaient de disputer la direction du mouvement étudiant à d'autres groupes. De plus, comme d'autres, je savais à quel point cette poignée d'intellectuels était étroitement liée aux Soviétiques qui exerçaient déjà sur mon pays une mainmise importante, en particulier dans les domaines économique et militaire.

Puis ce fut l'invasion de décembre. Moins de deux mois plus tard, à Kaboul, la population se dressait face à l'occupant.

«Cette volonté d'indépendance ne date pas de l'entrée des troupes soviétiques en Afghanistan. Notre pays qui a été — et reste — un des pays les plus pauvres du monde, a été confronté, comme l'ensemble des pays du tiers-monde à l'exploitation et aux manœuvres de domination de l'impérialisme et des grandes puissances. Les classes dominantes dans le passé ont toujours servi les intérêts étrangers et ont réprimé et exploité le peuple.

«Le programme politique et les documents édités par les différents partis et organisations de la résistance indiquent que celle-ci rejette non seulement la domination soviétique mais aussi toute domination impérialiste d'où qu'elle vienne».

«Le programme politique et les documents édités par les différents partis et organisations de la résistance indiquent que celle-ci rejette non seulement la domination soviétique mais aussi toute domination impérialiste d'où qu'elle vienne».

A la révolte populaire qui commença d'abord dans les provinces, le gouvernement pro-soviétique répondit par les tortures et les massacres : l'élimination physique des opposants prit «allure d'un programme ordinaire».

«Ce jour-là, dès 9 heures du matin, les mitraillettes, les chars et les blindés ont commencé à tirer; dans la seule matinée on ramassa une centaine de morts dans mon quartier qui compte à peine 5 000 habitants. Les manifestants n'étaient pas armés, mais les miliciens et les Russes avaient vidé leurs chargeurs sur eux. Il se produisit des événements semblables dans une quinzaine d'endroits, en fait dans toute la ville : le bilan de cette journée a dépassé les mille tués, plus un nombre indéterminé de blessés, car en tirant à bout portant, ils tiraient pour tuer.

«La lutte armée et populaire a commencé dès le printemps 79 au sud de la région à Behsud et au nord à Yakalang. Après 10 mois de combats, les combattants hazara ont libéré 34 districts et 2 capitales provinciales Bamyan et Uruzgan qui comprennent 3 millions d'habitants et disposent de plus de 70 000 combattants.

«Le programme politique et les documents édités par les différents partis et organisations de la résistance indiquent que celle-ci rejette non seulement la domination soviétique mais aussi toute domination impérialiste d'où qu'elle vienne».

«Le programme politique et les documents édités par les différents partis et organisations de la résistance indiquent que celle-ci rejette non seulement la domination soviétique mais aussi toute domination impérialiste d'où qu'elle vienne».

«C'était le premier jour de ma mission; à midi, je me trouvais avec des membres du parti près de l'hôpital en construction. Deux soldats ont alors amené un vieillard à barbe blanche tenant à peine sur ses jambes. Alors un membre du Khaik responsable de la région lui a demandé, en l'insultant, de répondre de l'activité de ses jeunes

Après ces événements, ma présence devenait dangereuse pour ma famille et ma vie était en danger.

«Le programme politique et les documents édités par les différents partis et organisations de la résistance indiquent que celle-ci rejette non seulement la domination soviétique mais aussi toute domination impérialiste d'où qu'elle vienne».

«Le programme politique et les documents édités par les différents partis et organisations de la résistance indiquent que celle-ci rejette non seulement la domination soviétique mais aussi toute domination impérialiste d'où qu'elle vienne».

«Le programme politique et les documents édités par les différents partis et organisations de la résistance indiquent que celle-ci rejette non seulement la domination soviétique mais aussi toute domination impérialiste d'où qu'elle vienne».

combien doivent être solidaire les luttes des peuples afghans et érythréens, contre le même ennemi, etc.

vendredi soir : les intellectuels étaient nombreux à la Mutualité, les travailleurs et les syndicalistes n'étaient pas absents non plus.

Dans la grande salle déjà largement remplie, fut d'abord projeté le film réalisé par le journaliste Jean Bertolino, au sein même des territoires occupés par les troupes soviétiques. Images étonnantes, et combien révélatrices, que celles de ces résistants afghans désiroirement armés, et qui malgré tout multiplient les opérations contre les lourdes colonnes d'engins blindés soviétiques. Images révoltantes que celle de ce village transformé en «terre brûlée» par l'occupant, et dont les habitants ont dû tous se réfugier dans les montagnes voisines, aux côtés des résistants. Images atroces, mais combien accusatrices, de ces jeunes femmes défigurées par le napalm des envahisseurs. Ces images montraient qu'il s'agit là, fondamentalement, non du «choc de deux fanatismes, le communisme et l'islam» comme l'affirmait à un moment le commentaire, mais bien du choc d'un peuple qui veut son indépendance et sa liberté, avec des troupes d'occupation et leur barbarie.

Après Edmond Maire, deux militants afghans, prirent tour à tour la parole. Le premier, de l'Union Générale des Etudiants afghans, représentée à Dijon, parla plus particulièrement de certaines organisations de la résistance intérieure, tel Sama, dont le leader, Madjid Kalakani vient d'être exécuté à Kaboul. A sa suite, un autre militant afghan retraça les grands étapes des nombreuses luttes pour l'indépendance que dut mener le peuple afghan, par le passé. Il rappela que celui-ci avait été «le premier à se libérer du joug du colonialisme britannique», ajoutant que, peut-être, il serait «le premier à se libérer de l'impérialisme soviétique».

Combat anti-impérialiste

Des contradictions apparentes au cours de ces deux interventions, des apostrophes furent lancées de la salle contre le premier des orateurs. La manifestation de contradictions, reflétait dans une certaine mesure des divergences existant au sein de la résistance afghane ne ternit pas cependant le déroulement du rassemblement, les participants étant avant tout préoccupés par la condamnation de l'occupation soviétique et la solidarité avec tous ceux qui lui résistent.

Le Collectif d'initiative

Après le tour de chant de Michel Buhler, la tribune s'organisa, avec un certain nombre de membres du Collectif d'initiative.

Leur présence à la tribune de la Mutualité témoignait de l'existence de ce collectif qui, dans la diversité de ses composantes, avait œuvré depuis plusieurs semaines à la préparation et au succès de cette initiative. C'est devant une grande salle de la Mutualité archi-comble, — haut et bas — que prirent place ainsi, notamment : Jiri Pélikan, Arthur London et son épouse, Hélène Parmelin, Antoine Spire, Yannick-Stéphane Blanc, Jean El-lenstein, Jean Freyss, Laurent Schwartz, Mohammed Habib, Jean-Paul Gay, André Jacques, le père Cardonnel, Pierre Halbwachs, Pierre Metzge, Maria-Antonietta Macchiochi, Mitsuo Ronat, Mike Barry, etc... D'autres membres du Collectif d'initiative étaient présents dans la salle, tel Edouard Pignon, Yves Montand, Costa-Gavras, Jorge Semprun, etc...

«Non, il ne faut pas nous y tromper : les manœuvres de Brejnev en vue d'un soit-disant règlement politique ne visent qu'à gagner du temps, à démobiliser l'opinion, à faire enterrer le fait accompli en Afghanistan» a notamment souligné Jean-Paul Gay, membre du collectif d'initiative, dans son intervention, où il a mis en parallèle les propos relatifs à une «résolution politique» et la poursuite des massacres perpétrés contre le peuple afghan. Puis s'arrêtant sur les raisons qui ont amené l'URSS à exercer une main mise directe sur l'Afghanistan, depuis 78, et à intervenir de plus en plus massivement, il a noté :

Edmond Maire : «Kaboul c'est là»

«On a parlé à ce sujet d'un souci de sécurité pour l'URSS, qui serait celui des dirigeants soviétiques... Est-ce le voisinage qui permettrait d'expliquer la politique menée par l'URSS pour mettre sous tutelle, directement ou par alliés interposés, d'autres pays ou d'autres peuples? Par exemple, n'est-ce pas aujourd'hui le cas, dans la Corne de l'Afrique, où état-major et conseillers soviétiques participent directement à la guerre contre le mouvement de libération national érythréen?...»

Edmond Maire : «Kaboul c'est là»

«On a parlé à ce sujet d'un souci de sécurité pour l'URSS, qui serait celui des dirigeants soviétiques... Est-ce le voisinage qui permettrait d'expliquer la politique menée par l'URSS pour mettre sous tutelle, directement ou par alliés interposés, d'autres pays ou d'autres peuples? Par exemple, n'est-ce pas aujourd'hui le cas, dans la Corne de l'Afrique, où état-major et conseillers soviétiques participent directement à la guerre contre le mouvement de libération national érythréen?...»

«Le programme politique et les documents édités par les différents partis et organisations de la résistance indiquent que celle-ci rejette non seulement la domination soviétique mais aussi toute domination impérialiste d'où qu'elle vienne».

«Le programme politique et les documents édités par les différents partis et organisations de la résistance indiquent que celle-ci rejette non seulement la domination soviétique mais aussi toute domination impérialiste d'où qu'elle vienne».

«Le programme politique et les documents édités par les différents partis et organisations de la résistance indiquent que celle-ci rejette non seulement la domination soviétique mais aussi toute domination impérialiste d'où qu'elle vienne».

«Le programme politique et les documents édités par les différents partis et organisations de la résistance indiquent que celle-ci rejette non seulement la domination soviétique mais aussi toute domination impérialiste d'où qu'elle vienne».

«Le programme politique et les documents édités par les différents partis et organisations de la résistance indiquent que celle-ci rejette non seulement la domination soviétique mais aussi toute domination impérialiste d'où qu'elle vienne».

«Le programme politique et les documents édités par les différents partis et organisations de la résistance indiquent que celle-ci rejette non seulement la domination soviétique mais aussi toute domination impérialiste d'où qu'elle vienne».

Appel pour le soutien à la résistance du peuple afghan. Après avoir organisé ce large rassemblement à Paris, les membres du Comité d'initiative «6 heures pour l'Afghanistan» présents ce soir appellent au développement du soutien de la Résistance nationale du peuple afghan contre l'occupation soviétique. Ce soutien doit être politique. Ce soutien doit être matériel. Ce soutien doit être prolongé. Nous appelons à soutenir cet appel, à le signer et à le faire signer.

Jean-Paul Gay

« Notre action ne devra s'achever qu'avec le départ du dernier soldat soviétique ! »

«Non, il ne faut pas nous y tromper : les manœuvres de Brejnev en vue d'un soit-disant règlement politique ne visent qu'à gagner du temps, à démobiliser l'opinion, à faire enterrer le fait accompli en Afghanistan» a notamment souligné Jean-Paul Gay, membre du collectif d'initiative, dans son intervention, où il a mis en parallèle les propos relatifs à une «résolution politique» et la poursuite des massacres perpétrés contre le peuple afghan. Puis s'arrêtant sur les raisons qui ont amené l'URSS à exercer une main mise directe sur l'Afghanistan, depuis 78, et à intervenir de plus en plus massivement, il a noté :

USA, par l'irrésistible mouvement des peuples du Tiers-Monde... Pourtant, de leur côté, les milieux dirigeants américains, tout affaiblis qu'ils sont, n'ont pas renoncé à leurs ambitions de domination mondiale. C'est de ces deux appétits rivaux que se nourrisent aujourd'hui les risques accrus d'une conflagration mondiale, déclenchée par les deux super grands pour se partager la planète. C'est à travers les violations répétées du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes que s'accroissent les risques de conflit.

«On a parlé à ce sujet d'un souci de sécurité pour l'URSS, qui serait celui des dirigeants soviétiques... Est-ce le voisinage qui permettrait d'expliquer la politique menée par l'URSS pour mettre sous tutelle, directement ou par alliés interposés, d'autres pays ou d'autres peuples? Par exemple, n'est-ce pas aujourd'hui le cas, dans la Corne de l'Afrique, où état-major et conseillers soviétiques participent directement à la guerre contre le mouvement de libération national érythréen?...»

«On a parlé à ce sujet d'un souci de sécurité pour l'URSS, qui serait celui des dirigeants soviétiques... Est-ce le voisinage qui permettrait d'expliquer la politique menée par l'URSS pour mettre sous tutelle, directement ou par alliés interposés, d'autres pays ou d'autres peuples? Par exemple, n'est-ce pas aujourd'hui le cas, dans la Corne de l'Afrique, où état-major et conseillers soviétiques participent directement à la guerre contre le mouvement de libération national érythréen?...»

«Le programme politique et les documents édités par les différents partis et organisations de la résistance indiquent que celle-ci rejette non seulement la domination soviétique mais aussi toute domination impérialiste d'où qu'elle vienne».

«Le programme politique et les documents édités par les différents partis et organisations de la résistance indiquent que celle-ci rejette non seulement la domination soviétique mais aussi toute domination impérialiste d'où qu'elle vienne».

«Le programme politique et les documents édités par les différents partis et organisations de la résistance indiquent que celle-ci rejette non seulement la domination soviétique mais aussi toute domination impérialiste d'où qu'elle vienne».

«Le programme politique et les documents édités par les différents partis et organisations de la résistance indiquent que celle-ci rejette non seulement la domination soviétique mais aussi toute domination impérialiste d'où qu'elle vienne».

«Le programme politique et les documents édités par les différents partis et organisations de la résistance indiquent que celle-ci rejette non seulement la domination soviétique mais aussi toute domination impérialiste d'où qu'elle vienne».

«Le programme politique et les documents édités par les différents partis et organisations de la résistance indiquent que celle-ci rejette non seulement la domination soviétique mais aussi toute domination impérialiste d'où qu'elle vienne».

«Le programme politique et les documents édités par les différents partis et organisations de la résistance indiquent que celle-ci rejette non seulement la domination soviétique mais aussi toute domination impérialiste d'où qu'elle vienne».

«Le programme politique et les documents édités par les différents partis et organisations de la résistance indiquent que celle-ci rejette non seulement la domination soviétique mais aussi toute domination impérialiste d'où qu'elle vienne».

«Le programme politique et les documents édités par les différents partis et organisations de la résistance indiquent que celle-ci rejette non seulement la domination soviétique mais aussi toute domination impérialiste d'où qu'elle vienne».

«Le programme politique et les documents édités par les différents partis et organisations de la résistance indiquent que celle-ci rejette non seulement la domination soviétique mais aussi toute domination impérialiste d'où qu'elle vienne».

«Le programme politique et les documents édités par les différents partis et organisations de la résistance indiquent que celle-ci rejette non seulement la domination soviétique mais aussi toute domination impérialiste d'où qu'elle vienne».

Après la rencontre
Brejnev-Giscard à Varsovie

Indépendance et paix ou finlandisation ?

C'est à ses partisans qu'on reconnaît la valeur d'une action. Appliqué à l'initiative de Giscard d'Estaing qui rencontrait récemment — et de façon inattendue — Brejnev, le chef des armées soviétiques, un tel précepte peut faire frémir : la plus flatteuse louange vint du président finlandais, Kekkonen, à l'occasion de la visite que lui rendit le président français : «Lorsque la France fait valoir l'indépendance de sa politique extérieure, son ouverture vers le monde entier et son esprit d'initiative en vue de l'approfondissement de la détente, ses aspirations trouvent une résonance en Finlande. Elles correspondent à notre propre opinion sur la manière dont il conviendrait de traiter les rapports entre nations.»

Tout y est : les arguments giscardiens sur l'indépendance et la nécessité de sauvegarder la détente. Mais aussi le spectre d'une «finlandisation» devenue, pour le malheur de la Finlande, synonyme de soumission aux menaces militaires soviétiques sous prétexte de sauvegarder la paix.

Pourquoi donc Giscard s'est-il précipité à Varsovie et provoqua-t-il un sommet informel avec le chef d'Etat soviétique ? Faut-il prêter foi à son sermon télévisé du 23 mai : «Chacun sait qu'il existe une sérieuse tension internationale... Dans une situation de tension, il faut que les responsables du monde connaissent exactement le point de vue des autres. Beaucoup de catastrophes au cours des cinquante et cent dernières années ont été dues à une absence de communications.»

Un dossier de Grégoire CARRAT

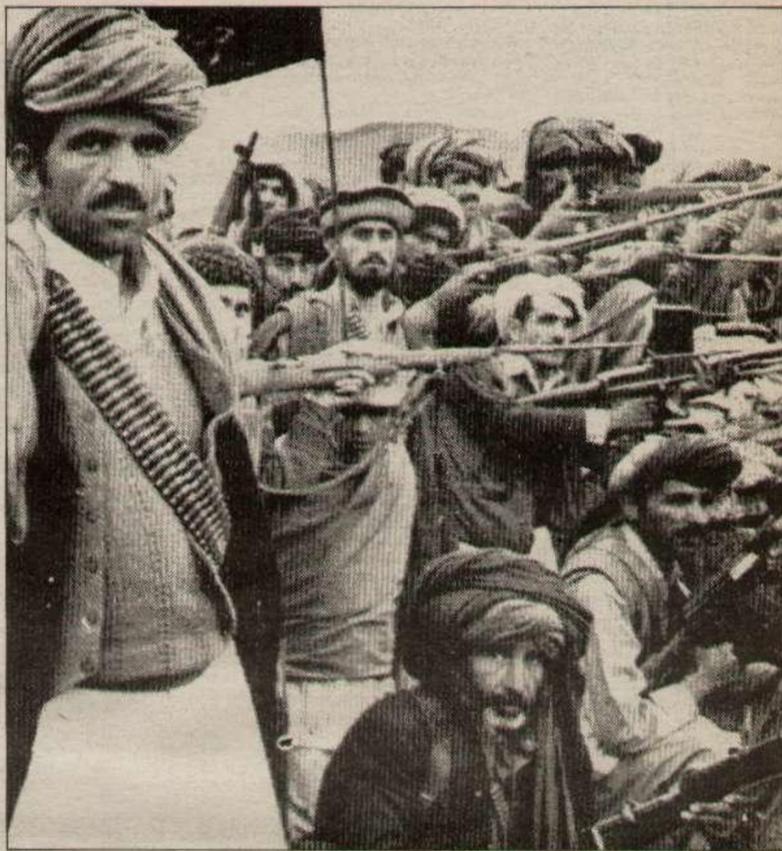
Sans doute Giscard a-t-il de bonnes raisons d'estimer, ainsi qu'il le souligna à Helsinki que *«force est de constater que les conditions qui avaient permis la détente de s'affirmer sont aujourd'hui compromises»*. A cette différence près que l'on est en droit de considérer que les pivots de la politique de détente, c'est à dire les négociations américano-soviétiques et la Conférence sur la sécurité et la Coopération en Europe ont permis cette situation. L'URSS, confirmant sa puissance militaire en Europe et comblant l'écart qui la séparait des USA à l'échelle mondiale, peut désormais conduire des aventures militaires de grande ampleur, qui remettent en cause les équilibres entre les puissances et menacent la paix mondiale. Le cours paraît irréversible, de l'Erythrée à l'Afghanistan la mise augmente, et tout fait craindre qu'une empoignée décisive devienne avoir lieu. Alors que certains voudraient croire l'URSS accaparée par l'Afghanistan, où plus de cent mille hommes dotés d'armes modernes — et d'armes chimiques — ne parviennent pas à imposer leur loi, on assiste à un accroissement des activités soviétiques.

Par exemple, en Europe, contrairement à ce qui était précédemment admis, l'installation des missiles mobiles SS 20 n'est pas accompagnée du retrait des vieux missiles mégatonniques SS 4 et SS 5. Ceux-ci restent en place, ce qui n'est peut-être pas d'une grande signification militaire, l'efficacité malgré leur énorme pouvoir destructeur, de ces armes démodées n'étant plus très grande. Mais c'est le signe indiscutable d'une volonté politique de faire peser une menace nucléaire sur l'Europe Occidentale, en conser-

vant pointés sur l'Europe un grand nombre de lanceurs, supérieur aux 572 missiles nucléaires que les USA devraient installer en Europe à partir de 1983.

Hors d'Europe, les Soviétiques poursuivent une politique d'implantation systématique dans la péninsule arabique : non seulement ils sont solidement accrochés au régime du Sud Yémen mais ils accroissent leurs livraisons d'armes et de conseillers au Nord Yémen depuis le début de l'année 80.

La gravité des événements justifie pleinement une inquiétude qui peut se référer sans exagération aux événements précédant les deux précédentes guerres mondiales, ainsi que l'a fait Giscard. Il est cependant difficile d'accréditer l'idée que l'engrenage conduisant à la guerre fut déclenché par des «malentendus», par une «absence de communications». Au contraire, chacun avant 1914, savait ce que l'autre voulait et que cela fondait la nécessité d'un conflit armé. Quant à la veille de 1939, personne ne peut prétendre qu'Hitler n'avait pas clairement exposé ses ambitions, ni prétendre n'avoir pu mesurer les conséquences : sinon l'horreur des camps de la mort, du moins un conflit majeur dont le prélude évident se déroulait en Espagne. Et aujourd'hui y a-t-il malentendu sur le fait que l'URSS veut l'Afghanistan ? La seule incertitude porte sur le point de savoir ce qu'elle pourra au-delà ; l'URSS aspire à supplanter les USA et il n'y a aucune incertitude sur la conséquence d'une telle évolution. Parler de «malentendus», d'absence de communication, paraît une singulière manière de taire les dangers réels en laissant la part belle aux agresseurs. C'est un tel argument qui sert à justifier la tenue de discussions avec le chef de l'armée soviétique.



Pourquoi discuter ?

«Le résultat essentiel c'est que nous avons maintenant une meilleure connaissance de nos réactions sur la situation actuelle et ses développements possibles. Après l'entretien, M. Brejnev et moi-même connaissons certainement de façon beaucoup plus précise ce que sont et ce que seraient les réactions aux différents développements possibles de la situation internationale» affirme Giscard.

Si Giscard a obtenu des confidences sur les intentions du Kremlin qu'il nous livre ! Et qu'il nous dise aussi les intentions face aux différents cas de figure possibles ! Si les mots étaient en deçà de la réalité quand il s'agissait de caractériser les dangers actuels, ils en sont bien au-delà lorsqu'il s'agit de mettre en valeur la rencontre de Varsovie. Brejnev a répété à Giscard sans une nuance de différence ce qu'il répète depuis des mois à propos de l'Europe et à propos de l'Afghanistan. Doit-on en conclure que jusqu'à les entendre de vive voix Giscard n'avait pas eu connaissance des positions soviétiques largement présentées, y compris à la radio française ? A l'inverse Giscard a innové : selon des «fuites» organisées il aurait suggéré à Brejnev de mettre en place à Kaboul des hommes plus acceptables ! Ce dont se serait offusqué son hôte : chacun sait que ses troupes sont bien incapables d'assassiner un président afghan pour le remplacer par un autre. Où le trouver ? A l'ambassade afghane de Budapest ou à celle de Berlin Est ? Là était le seul point de discussion possible ouvert par la proposition de Giscard. Nous serions curieux d'en connaître la conclusion.

L'argument est tout prêt car, faute d'être inspirée et détermi-

née, la diplomatie française dispose d'une solide formation sophiste : non il n'était pas question d'élaborer des propositions. Il s'agissait seulement de discuter. «Prétendre écarter l'URSS du dialogue indispensable sur les moyens d'éliminer les causes de la tension internationale c'est aussi prendre le risque d'enfoncer les relations internationales dans un cycle d'incompréhensions et de malentendus et de s'abandonner soi-même au mouvement aveugle qui pourrait être fatal» affirme François-Poncet. D'abord le problème ne vient pas du fait que l'URSS est tenue à l'écart du dialogue mais du fait qu'elle met sa patte sur plusieurs pays. Ensuite à quoi sert un dialogue aussi vide que celui de Varsovie ? Contribue-t-il à la paix en laissant la part belle à l'URSS ?

Sous les ovations du Kremlin

L'attitude de Giscard paraît revenir à calmer les appétits du Kremlin pour qu'il se limite à l'Afghanistan. Sur une aussi bonne lancée, les dirigeants du Kremlin ont tout lieu d'interpréter positivement son attitude face aux développements possibles de la situation internationale que pourrait provoquer l'URSS dans ce affrontement avec les USA. Ce que ne manque pas de faire Novosti, l'agence de propagande du Kremlin : «Les divergences dans l'approche de telle ou telle question concrète de la vie internationale ne créent pas des obstacles insurmontables dans la recherche d'une voie pour le maintien et le renforcement du processus de détente.» Et Temps Nouveaux de noter à propos de l'Afghanistan : «La position de la France contient des éléments réalistes.»

Bref, selon l'URSS, le gouvernement français a montré qu'il

était prêt à s'accommoder de la présence des troupes soviétiques à Kaboul et Kandahar au nom de la paix, quelles que soient ses dénégations par ailleurs. C'est bien là ce qui est considéré aujourd'hui au Kremlin comme le signe de la détente. Que tel soit le point de vue officiel du Kremlin, rien de plus normal, puisque son intérêt est d'interpréter en sa faveur tout événement diplomatique. Ce qui est grave est que rien ne vienne démentir que telle est bien l'attitude française ! Ou, comme Giscard le prétend, les deux chefs d'Etat se sont parfaitement compris, et c'est très grave, ou alors Brejnev bluffe et on attend le démenti.

D'ailleurs a-t-on jamais vu un ambassadeur aussi insolent que le bourreau de Prague, aujourd'hui en poste à Paris, Tchernovenko ? Celui-ci n'hésite pas à déclarer à la presse diplomatique quelques jours après la rencontre de Varsovie que la France est importante pour la paix car «elle a plus de moyens que l'URSS» pour exercer une influence sur des pays comme l'Iran, le Pakistan, la Chine ainsi que l'OTAN et les USA. Quelles remontrances lui ont été adressées pour avoir osé tenir de tels propos ? Où sont les mises au point ? Que les choses n'en soient pas encore au point que l'Elysée suive les indications du Kremlin n'enlève rien à la complaisance dont fait preuve le gouvernement français devant de tels propos. Toute l'attitude du gouvernement français montre que, quelles que soient les protestations, la rencontre de Varsovie a eu pour conséquence de cautionner la politique du Kremlin en Afghanistan et de conforter ses positions diplomatiques. Dès lors, que deviennent les motivations que le gouvernement présente comme le fondement de sa diplomatie : la garantie de l'indépendance et la sauvegarde de la paix ?

L'Elysée et le Quai d'Orsay ont vibré à l'envi sur le thème défini par Giscard lors de son show télévisé : «Le fait d'avoir une politique indépendante implique que nous avons des conversations avec qui nous l'entendons.»

L'on n'avait pas encore compris qu'il impliquait également qu'on laissât l'ambassadeur d'un autre pays tenir des propos déplacés sur la conduite de la politique étrangère française. L'affirmation est d'autant plus dérisoire que l'on s'accommode plus volontiers des dépendances militaires à l'égard des Etats-Unis, visées par cette profession de foi.

Aller de Washington à Moscou et retour

Cependant le souci est fondé. Les Etats-Unis ont manifesté leur irritation de voir le gouvernement français faire cavalier seul en direction de Moscou quand ils recherchent avec insistance un raffermissement de l'alliance à la faveur de la tension internationale. Les sommets de l'OTAN sont là pour prouver qu'ils y parviennent en partie : l'accord pour l'installation de missiles nucléaires en Europe, ajouté au resserrement des liens entre la stratégie militaire française et celle de l'OTAN en font foi. Cependant cette tendance s'ajoute à une autre exactement opposée : le refus de s'en remettre aux Etats-Unis pour la conduite des affaires occidentales, pour deux raisons. La première est que la supériorité américaine, qui avait été le ciment de l'alliance dès son origine, est largement entamée ; le bouclier américain n'offre plus désormais les mêmes garanties. L'annonce officielle de la part des Etats-Unis, à la fin du mois de mai, que les forces du Pacifique ne pouvaient plus être déployées pour l'Europe en cas de menace, et que les USA avaient dû mettre à l'étude de nouveaux plans de guerre en fonction du renforcement de l'ensemble militaire de Vladivostok, est venue le confirmer. La seconde est que le terrain privilégié d'une confrontation majeure serait l'Europe et que toutes les évolutions stratégiques américaines ont mis en évidence le fait que les Etats-Unis pouvaient désormais espérer conduire un affrontement majeur avec l'URSS en limitant à l'Europe les hostilités.

Apparemment donc, Giscard joue sur du velours : il manifeste ses distances à l'égard des USA et poursuit une politique en harmonie avec celle de son principal partenaire européen. N'est-ce qu'apparence ? Ni la rencontre de Varsovie, ni l'esprit qui l'a animée ne manifestent en quoi ce soit une volonté de se soustraire aux lourdes dépendances existantes. Par contre, le désir de ne pas devoir suivre passivement les décisions des Etats-Unis et subir les conséquences de la rivalité soviéto-US se traduit, ainsi que nous l'avons vu, par une complaisance à l'égard de l'URSS qui renforce ses moyens de pression sur la conduite de la politique étrangère française. La convergence avec l'Allemagne n'y change pas grand-chose : tout d'abord parce qu'un esprit similaire l'inspire, ensuite parce qu'elle ne repose

En Erythrée, un char soviétique détruit par les forces populaires



La montée en puissance de l'URSS a donc conduit à un résultat contradictoire qui rend les pays ouest-européens à la fois plus dépendants des Etats-Unis et plus désireux de se soustraire à cette dépendance, ce qui ne manque pas de jeter une certaine pagaille dans les affaires européennes, que l'URSS n'hésite jamais à accroître comme en témoignent les propos de Tchernovenko à propos des Pershing, selon lesquels l'installation des Pershing en Europe conduirait à la situation où «le territoire européen serait réduit en cendres tandis que l'Amérique restera à l'écart». Qu'est-ce sinon une menace de recourir à l'usage de l'arme nucléaire contre l'Europe ? N'est-il pas vain d'espérer que l'URSS y répugnerait ? Tchernovenko, lui, paraît plutôt jovial en envisageant cette perspective.

Les relations américano-allemandes ont été particulièrement affectées par ces données nouvelles. C'est de Bonn que les appréciations les plus favorables au sommet de Varsovie sont venues. Schmidt qualifia l'initiative d'«utile et positive». Le porte-parole du gouvernement fédéral déclarait : «Nous saluons et approuvons cette contribution au rétablissement du dialogue entre l'Est et l'Ouest». Il affirmait par ailleurs : «Nous sommes convaincus que l'essentiel dépend du dialogue entre les grands puissances mais que les petites et moyennes puissances peuvent jouer un rôle non négligeable.»

La montée en puissance de l'URSS a donc conduit à un résultat contradictoire qui rend les pays ouest-européens à la fois plus dépendants des Etats-Unis et plus désireux de se soustraire à cette dépendance, ce qui ne manque pas de jeter une certaine pagaille dans les affaires européennes, que l'URSS n'hésite jamais à accroître comme en témoignent les propos de Tchernovenko à propos des Pershing, selon lesquels l'installation des Pershing en Europe conduirait à la situation où «le territoire européen serait réduit en cendres tandis que l'Amérique restera à l'écart». Qu'est-ce sinon une menace de recourir à l'usage de l'arme nucléaire contre l'Europe ? N'est-il pas vain d'espérer que l'URSS y répugnerait ? Tchernovenko, lui, paraît plutôt jovial en envisageant cette perspective.

sur aucune base solide, la défense européenne n'existant pas.

Giscard à la sauce Brejnev

Aller dire ses quatre vérités à Brejnev à Varsovie aurait pu être une effective manifestation d'indépendance. En revenant avec une proposition de rencontre au sommet avancée quelques jours plus tôt par le pacte de Varsovie, c'est-à-dire le Kremlin, est une pitrerie. Surtout si l'on nous annonce que : «Il y a à l'heure actuelle un calendrier international qui fait qu'une telle rencontre n'est pas possible avant 1981». L'invasion de l'Afghanistan avait-elle été programmée sur le calendrier international ?

Que le projet ait avorté dès son énoncé ne nous prive pas d'examiner son esprit : «Pour qu'elle soit utile, il ne faut pas qu'elle réunisse ceux qui exercent des responsabilités essentielles dans la recherche de la paix et de la détente internationale». Pas d'Afghans donc ! Pour le reste, on connaît le scénario : les cinq du Conseil de sécurité plus quelques pays dont la désignation sera à priori disputée, avec une dominante soviéto-US. C'est cela l'indépendance lorsque des dizaines de pays cherchent à se dégager de la tutelle soviéto-US et à empêcher le déchaînement de leur rivalité. Inacceptable dans son principe, en ce qui concerne l'Afghanistan, la proposition de Giscard à la sauce Brejnev révèle une conception très pernicieuse des garanties de la paix.

Elle repose sur deux idées. La première est que la paix pourrait être assurée par des négociations du type de celles qui sont en cours depuis une quinzaine d'années, alors que de telles négociations ont servi d'alibi et d'instrument diplomatique aux menées du Kremlin qu'il s'agit de stopper. Mais ce sont — et pour cause — les seules discussions qu'acceptent d'avoir les Soviétiques. Giscard se soumet et du même coup accepte de facto les états de fait créés par les Soviétiques à l'abri de ce système. Drôle de combat pour la paix !

En second lieu, la proposition de Giscard repose sur l'idée que quelques pays peuvent régler le sort du monde. L'idée est dénuée sur le fond. Elle est, en pratique, néfaste car elle rejette



Servir d'alibi aux menées diplomatiques soviétiques, reviens à taire les menaces que l'URSS fait peser sur la paix du monde

les forces vives du combat pour la paix sous prétexte de conserver une place privilégiée entre les USA et l'URSS. Cette attitude étrange trouve peut-être son explication dans les propos de Poniatowski selon lesquels il faudrait franchir une mauvaise passe en évitant les conflits majeurs entre les grandes puissances pour s'occuper plus tard à régler son compte au Tiers Monde. Cette vision proprement imbécile donne toute latitude à l'URSS de préparer la guerre, de conduire ses aventures, en rejetant toute éventualité d'une convergence réelle de toutes les forces qui ont intérêt à écarter le danger de guerre.

En cinq heures de discussion, Giscard n'a pas obtenu grand-chose de Brejnev. En revanche ce dernier a énormément appris : que l'indépendance giscardienne s'accommodait de profondes égratignures de la part de l'URSS, qu'aucune riposte sérieuse ne la menaçait de ce côté, que le gouvernement français était très réticent à l'égard de tout regroupement effectif des forces décidées à conjurer le danger de guerre. Faute d'avoir à lui faire dans l'immédiat une bonne guerre, Brejnev s'est assuré qu'il pouvait arracher de Giscard une mauvaise paix qui lui garantisse les positions acquises et la possibilité de les étendre.

Les visions stratégiques giscardiennes

La démarche de Giscard n'est pas un événement conjoncturel mais repose sur une sorte de doctrine peu formulée. Il est permis de considérer que les déclarations de Poniatowski le font. D'abord parce que chacun sait que Poniatowski est un personnage de poids — pas seulement parce que ses exploits défraient la chronique judiciaire. C'est lui que Giscard charge d'accomplir des missions diplomatiques d'autant plus importantes que Poniatowski n'a aucun titre pour les réaliser. C'est en particulier lui qui a préparé la rencontre de Varsovie. Pas seul : Doumeng, le célèbre coopérateur, homme d'affaire privilégié avec l'URSS, le seconda. Dans son bulletin du 23 mai, Poniatowski définit les grandes orientations dans lesquelles devrait s'insérer à ses yeux la diplomatie française.

«L'Europe doit soutenir la remontée de charge stratégique et géopolitique des USA pour rétablir un nécessaire équilibre international ; lutter contre les facteurs de finlandisation de l'Europe ; agir pour réduire une tension et les risques de collision et de guerre dont l'Europe serait la première victime, les super-puissances ayant intérêt à porter leurs épreuves de force sur un territoire tiers... Si la période qui s'ouvre peut être traversée sans trop de dommages, nous entrerons alors dans une période marquée par la complémentarité des pays du monde avancé. A long terme, le grand problème résidera dans les rapports entre les pays avancés disposant d'une culture, d'une technologie et d'une science toujours plus raffinées, et le reste du monde.»

L'on sait ce que lutte contre la finlandisation signifie dans une bouche giscardienne ! Il reste que le fond de la déclaration de Poniatowski revient à dire que les dangers actuels peuvent être circonscrits mais que les vrais problèmes à résoudre sont les rapports avec le Tiers-Monde !

Après les attentats contre les maires palestiniens

Riposte massive en Cisjordanie

Protestant contre l'attentat dont ont été victimes les maires de Naplouse, de Ramallah et de El Bireh, la population des territoires occupés, particulièrement en Cisjordanie a suivi massivement le mot d'ordre de trois jours de grève générale lancé par l'OLP et repris par le Comité d'Orientation Nationale (organisme regroupant les maires opposés au projet israélien d'autonomie pour la Cisjordanie). Par ailleurs, réuni conformément à la demande de l'OLP, appuyée par le groupe arabe de l'ONU, le Conseil de Sécurité a condamné jeudi dernier par 14 voix et une abstention (USA) les tentatives d'assassinat dirigées contre les maires palestiniens.

Alors que les milieux dirigeants israéliens cherchent à minimiser les événements de Cisjordanie, voire même pour certains d'entre eux à les justifier, une organisation sioniste qui s'intitule «terreur contre terreur» revendique les attentats et se fixe pour objectifs de chasser les Arabes du «Grand Israël». L'enquête annoncée à grand fracas par Begin qui fut lui aussi dans le passé «poseur de bombe» n'a pas avancé d'un pouce.



Bassam Chakaa, maire de Naplouse

Début mai, suite à une opération de la résistance palestinienne contre des membres du Goush Emounim qui s'emparaient des terres des Palestiniens dans les territoires occupés, les maires de El Qhalil (Naplouse) et de Khalkhoul, ainsi qu'un dignitaire religieux sont expulsés au Liban par les autorités israéliennes. Début juin, d'autres représentants élus par les «Palestiniens de l'intérieur», connus pour leur opposition au projet israélien d'autonomie administrative pour la Cisjordanie, sont les victimes d'attentats, au cours desquels ils sont grièvement blessés. Peut-on dissocier ces deux événements qui visent tous les deux — avec des moyens différents — à supprimer tous ceux qui s'opposent à l'expansionnisme israélien ? Que vaut la condamnation formelle de ces attentats par Begin qui lui-même eut recours par le passé aux mêmes méthodes ?

Un terrorisme quotidien contre la population palestinienne

L'apparition d'un groupe sioniste du type OAS qui a revendiqué les attentats et se fixe pour objectifs de «chasser les Arabes du Grand Israël» est certes un élément nouveau mais qui découle d'une logique appliquée méthodiquement par le

gouvernement israélien : conserver son emprise sur les territoires occupés en 1967 et qu'il refuse de restituer, accaparer le maximum de terres afin de chasser la population arabe pour la remplacer par des colons israéliens. Le gouvernement israélien parle un double langage : d'un côté il prétend châtier les auteurs des attentats contre les maires palestiniens, d'autre part, il favorise systématiquement l'implantation de nouvelles colonies de peuplement dans les territoires occupés, encourageant ainsi l'élimination de la population palestinienne de ces territoires. Actuellement, on dénombre dans les territoires occupés 122 implantations de colonies juives regroupant 20 000 colons, auxquels il faut ajouter les 60 000 juifs installés dans les nouvelles habitations des quartiers arabes de Jérusalem.

Un même but : «l'expulsion de tous les Arabes»

Le Goush Emounim, qui compte les plus farouches partisans d'une colonisation accélérée des territoires occupés depuis 1967, indiquait récemment par l'intermédiaire de son principal dirigeant : les «émeutes entre juifs et arabes ne pourront plus être évitées» et, pour lui «ces émeutes

prouvant que Juifs et Arabes ne sont pas capables de cohabiter, elles entraîneront l'expulsion de tous les Arabes». C'est précisément le but que s'est fixé l'organisation Terreur contre Terreur dont les attentats ont été approuvés par un des dirigeants du Goush Emounim : «Je peux comprendre ceux qui ont commis ces actes, MM Bassam Chakaa et Karim Khalaf (NDLR les maires palestiniens) avaient créé un climat qui encourageait le meurtre des Juifs».

Mais il serait erroné de croire, comme le prétend aujourd'hui le gouvernement israélien, que ces groupes sont poursuivis par les autorités sionistes lorsqu'ils commettent des actes illégaux. Le Goush Emounim possède de très hauts appuis au sein même du gouvernement celui-ci, loin de sanctionner les occupations illégales de terres, les avalise. A deux reprises, comme le rappelait récemment le maire d'Hebron à la Mutualité de Paris, les colons du Goush Emounim ont détruit des centaines de pare-brise de voitures et des centaines de vitrines de magasins appartenant à des Palestiniens, dans les villes de Khalkhoul, Ramallah et El Bireh, ce sous le regard complice de la police.

«Ça n'est pas en me coupant les deux jambes qu'on arrêtera notre combat»

Face à l'occupation israélienne, la résistance de la population des territoires occupés s'organise, se dotant de structures efficaces. Le Comité d'orientation nationale regroupe ainsi les maires des territoires occupés depuis 1967, il se situe sur les positions de l'OLP. Les maires de Hebron et de Khalkhoul récemment expulsés de même que les maires de Naplouse et de Ramallah grièvement blessés dans l'attentat du 2 juin dernier étaient parmi les membres les plus actifs de cette structure rattachée directement à un département du CE de l'OLP. Les dirigeants sionistes ont donc décidé de frapper au cœur de ceux qui résistent à l'occupation. On craint que Bassam Chakaa, le maire de Naplouse actuellement soigné à Amman (Jordanie), ne soit empêché de rentrer en Cisjordanie, c'est la raison pour laquelle, les maires des territoires occupés préfèrent rester à leur poste, leur démission pouvant entraîner leur expulsion. Si aujourd'hui, l'occupation sioniste prend des formes particulièrement odieuse la résistance à cette occupation n'a jamais été aussi forte. «Ça n'est pas en me coupant les deux jambes qu'on arrêtera notre combat» a déclaré le maire de Naplouse après son opération. La mobilisation qui a été très forte pendant les trois jours de grève générale en Cisjordanie l'a prouvé, ces actes ne peuvent que renforcer la détermination des Palestiniens à chasser l'occupant de leurs terres.

Frank ROUSSEL

6 heures pour l'Afghanistan (suite)

Après que Jean Freyss eut rappelé les objectifs des Six heures (notamment «contribuer à informer l'opinion française sur la gravité de l'invasion soviétique en Afghanistan, sur l'ampleur de la résistance nationale du peuple afghan, sur l'accroissement des dangers qui pèsent sur la paix mondiale»), Antoine Spire soulignait à la fois la diversité du collectif, et son unité autour du soutien au peuple afghan. Il rappelait sa position contre l'agression soviétique, dès que celle-ci s'est produite, et sa volonté d'œuvrer au départ des troupes soviétiques. Puis le père Cardonnel dénonça notamment certaines fausses justifications de l'URSS et évoqua l'inquiétante croissance des dangers de guerre.

C'est avec beaucoup d'attention et aussi d'émotion que l'assistance écouta le témoignage, (dont nous citons des extraits par ailleurs), d'un Afghani qui a participé aux manifestations de février de Kaboul.

Jiri Pelikan : «de Prague à Kaboul...»

Dans son intervention, Jiri Pelikan devait faire le parallèle entre l'invasion de la Tchécoslovaquie en 1968 et celle de l'Afghanistan en 1980 : les mêmes «justifications» fallacieuses, les mêmes promesses de «retrait rapide» ont été faites par les Soviétiques, alors même que les troupes russes occupent la Tchécoslovaquie depuis douze ans maintenant. Et comment oublier, nota-t-il, que Tchervonenko, ambassadeur à Prague en 1968, était en 1978 à Kaboul, avant d'être ambassadeur aujourd'hui à Paris. Jiri Pelikan devait également dénoncer l'attitude des gouvernements occidentaux, tel le gouvernement français, dont les protestations face à l'agression cachent mal finalement la tendance à s'accommoder du fait accompli. Il ne peut pas y avoir, devait dire Jiri Pelikan, «de solution pacifique négociée au niveau gouvernemental. La seule solution, elle est dans la lutte armée du peuple afghan». L'ancien directeur de la télévision tchécoslovaque, très applaudi, exprima sa conviction que cette lutte ouvrirait la voie à un Afghanistan nouveau, car «peu à peu la résistance afghane trouvera ses dirigeants progressistes». Puis il rappela l'importance d'un soutien concret à la résistance, de la part des forces de gauche, en France et en Europe.

L'attitude conciliatrice du pouvoir giscardien à l'égard des agresseurs fut également dénoncée par Jean-Paul Gay, du collectif d'initiative. Dans son intervention (voir citations), également très applaudie, il s'attachait particulièrement à souligner en quoi l'invasion de l'Afghanistan n'est pas un accident de parcours, mais s'inscrit dans une logique impérialiste. La dernière partie de son intervention fut consacrée à l'appel à un soutien de masse au peuple afghan, appel émaillé d'une série de propositions concrètes.

La question du soutien dans ses aspects matériels, fut abordée également par d'autres intervenants. Ainsi, Jean Christophe Victor, porte-parole de l'AFRAN, rappela les objectifs de son association, notamment celui d'une aide alimentaire au peuple afghan et à sa résistance, à l'intérieur des frontières de l'Afghanistan. Le docteur Kouchner,

Soutien d'artistes

Plusieurs artistes avaient tenu à être présents vendredi soir à la Mutualité, pour marquer leur soutien au peuple afghan. Daniel Gélin, puis Michel Piccoli, lurent quelques poèmes afghans, d'hier et d'aujourd'hui, mais qui tous affirment la farouche volonté d'indépendance du peuple. Michel Buhler, le groupe Imago et Paco Ibanez, qui accompagna chacune de ses chansons de quelques mots de soutien à la résistance se produisirent également.

Une chorale d'étudiants afghans, venus d'Allemagne, a par ailleurs interprété plusieurs chants de la résistance.

de son côté, évoqua la possibilité de mise sur pied d'un hôpital de campagne ainsi que d'une opération «un avion par mois pour l'Afghanistan», dans le but de faire parvenir régulièrement aux patriotes afghans des moyens matériels et médicaux qui leur font cruellement défaut.

A noter que plusieurs interventions eurent lieu dans le cadre d'un temps libre de parole laissé à la tribune, à ceux qui le désiraient, par les organisateurs, qui l'avaient d'ailleurs annoncé. C'est ainsi qu'un représentant du COBOM expliqua pourquoi, à son avis, le mot d'ordre de boycott des JO était justifié, cinq mois après l'agression soviétique. Il souligna combien, selon lui, il était vain d'espérer voir s'établir des «contacts positifs» entre les spectateurs des JO et la population de la capitale soviétique, dans la mesure où, depuis longtemps, les autorités soviétiques ont pris toutes les mesures nécessaires pour empêcher de tels contacts.

C'est dans le cadre de ce temps de parole qu'intervint Emmanuel Leroy-Ladurie. A noter que celui-ci, professeur au Collège de France, avait cru bon de faire irruption à deux reprises sur la scène, plus tôt dans la soirée, essayant d'interrompre les orateurs en vue de prendre lui-même, tout de suite la parole. S'il dénonça à juste titre, par exemple les positions de Georges Marchais, Leroy-Ladurie, par ailleurs, se laissa malheureusement aller à des attaques parfaitement sectaires contre les organisateurs du rassemblement, contre le collectif d'initiative, les accusant fort injustement — et alors que tout dans ces «6 heures» prouvait le contraire — d'être de «ceux qui choisissent leurs Afghans» en fonction de leurs propres critères politiques, idéologiques ou autres.

Ce genre de petit incident n'altéra pas le caractère largement positif du rassemblement. L'assistance exprima largement son appui aux termes de l'appel au soutien, lu au nom du collectif d'initiative, par le mathématicien Laurent Schwartz, un de ceux qui animèrent en France, le soutien au peuple vietnamien contre l'impérialisme US. «Un soutien politique, un soutien matériel, un soutien prolongé» : cette exigence de faire en sorte que les «6 heures» soient une étape dans le développement en France du soutien à la résistance afghane, et que se créent partout des comités de soutien, rencontrait visiblement une large adhésion des milliers de personnes présentes le 6 juin, au soir, à la Mutualité.

«Ces Allemands qui ont défié Hitler» (1933-1945)

Lorsque les premiers convois déportés parvinrent en Allemagne nazie, ils ne trouvèrent pas les camps vides ni les prisons désertes. Depuis plusieurs années déjà des milliers de personnes s'y entassaient, premières victimes d'une machine à broyer que les erreurs et les divisions du mouvement ouvrier avaient empêché d'enrayer.

Dès l'avènement d'Hitler à la chancellerie, en janvier 1933, les militants ouvriers, les démocrates, se mettent à l'œuvre. Du sein du peuple allemand surgit une résistance disparate, parfois spontanée, souvent privée de perspective, mais toujours bien réelle. Elle ne cessera qu'avec la chute du régime abhorré.

Les deux Allemagnes connaissent chaque année une abondante production journalistique consacrée à ce thème. Il n'en est pas de même en France. C'est pourquoi, le livre de Gérard Sandoz, *Ces Allemands qui ont défié Hitler* constitue une précieuse contribution à la redécouverte d'une réalité que les anathèmes, et les condamnations globales contre un peuple accusé «d'avoir voulu le nazisme», ont soigneusement refoulée.

Un aspect du problème pour-

tant que le public français serait bien en peine d'ignorer, tant il a suscité d'émissions de télévision, d'articles grandiloquents et d'ouvrages à succès, c'est le «complot du 20 juillet», auquel Gérard Sandoz consacre d'ailleurs de nombreuses pages. Vers la fin de la guerre, une poignée de hobbereaux et de notables, assistés de quelques officiers de haut rang lucides ou opportunistes, décident d'agir contre un régime coupable de n'avoir pas tenu le rôle qu'on lui assignait : mettre de l'ordre et s'en aller. Devant le gâchis, ici et là, on compte. Mal, bien souvent. On connaît la suite, l'assassinat d'Hitler échoué dans la plus grande confusion. Le Führer se rebiffe. Les conjurés sont arrêtés, promptement jugés et pendus, quand ils ne se suicident pas.

Le livre de Gérard Sandoz convie à une première conclusion : malgré la terreur quotidienne, une surveillance policière incessante, un formidable appareil de propagande, de 1933 à 1945, le peuple allemand a tenu. S'il organise des chômeurs désespérés, des étudiants sans avenir et une petite bourgeoisie désorientée, le parti nazi ne parvient pourtant pas à rallier soli-

dement une population qui, dans sa grande masse, passe progressivement de la réserve prudente à une sourde hostilité. En mars 1933, en dépit d'une violence soigneusement organisée et d'une restriction quasi-totale des libertés le «national-socialisme» ne parvient à recueillir que 44% des suffrages. Les sociaux-démocrates conservent leurs sept millions de voix et les communistes doublent leur score. Des chiffres encore, tirés, ceux-là des archives de la Gestapo : de 1933 à 1945, ce sont plus de 700 000 personnes qui passent par la prison ou par les camps. De 1938 à 1945, 32 000 Allemands sont condamnés ou exécutés pour des raisons politiques. En 1933, encore, les nazis mettent sur pied des élections dans les entreprises, leurs candidats sont massivement battus, les travailleurs leur préférant d'anciens syndicalistes. Jamais, enfin le parti officiel ne parviendra à implanter ses cellules dans la classe ouvrière. Autant de faits qui mettent bien à mal la théorie soigneusement entretenue, pour éviter toute analyse de classe, d'un peuple unanime et enthousiaste dans son soutien à Hitler.

Résistance passive, réserve pru-

dente. Sans doute. Très rares seront en effet les actions collectives de refus, telle que celle des ouvriers de l'autoroute de Frankfort qui luttent en 1935, pour une augmentation de salaire. Sandoz a raison de souligner que ceux qui se levèrent, même s'ils furent nombreux, demeurèrent dans un isolement souvent dramatique. Venus de tous les horizons, chrétiens à qui les églises allemandes n'avaient pourtant pas appris la révolte, jeunes idéalistes, tels ceux du groupe de la «Rose Blanche» qui protestent au nom de Goethe ou de la morale, démocrates révoltés par la barbarie, militants ouvriers surpris par la brutalité de la répression, tous déploient des actes parfois infimes, souvent inefficaces mais qui leur coûtent la vie.

Désorientés par une situation qu'ils n'avaient pas prévue et que leur tradition de lutte légale ne leur permettait guère d'affronter dans de bonnes conditions, les sociaux-démocrates s'avèreront incapables de maintenir leur parti dans la clandestinité. L'activité qu'ils déploient est surtout le fait d'individualités ou de groupes autonomes en rupture d'organisation qui jettent un regard sans complaisance sur les erreurs et les trahisons passées de la direction. C'est le cas du parti socialiste autonome fondé en 1931 par Willy Brandt.

Mieux servis par de solides structures clandestines et leurs liens internationaux, les communistes parviennent à mettre sur pied une résistance mieux

organisée. Leur activité se déploie selon deux axes principaux, l'activité de propagande et la création de groupes ou de cellules. En 1935, la direction critique sévèrement son ancienne ligne. Il ne s'agit plus de lutter contre «le social-fascisme» mais d'œuvrer à la réalisation d'un vaste front anti-fasciste. Des contacts seront d'ailleurs pris avec les conjurés du 20 juillet. Certes, les résultats obtenus seront sans commune mesure avec les efforts déployés. Il n'empêche, écrit Sandoz que «les communistes, c'est incontestable ont été parmi les plus actifs et les plus courageux dans le combat clandestin contre le régime hitlérien».

Mosaïque de récits, d'actions patients ou héroïques, de portraits admirables, de remarques souvent trop rapides, *Ces Allemands qui ont défié Hitler* est à lire. Sans doute aimerait-on parfois en savoir un peu plus et la part de l'analyse est souvent brève. Mais derrière la longue litanie de ceux que l'on arrête et que l'on tue, aussitôt remplacés par d'autres qui disparaissent à leur tour, on devine un peuple divisé, écrasé, qui pourtant lutte encore. L'ouvrage de Gérard Sandoz fait surgir un moment de l'ombre des noms jusqu'ici inconnus.

Alain PARIS

CES ALLEMANDS QUI ONT DÉFIÉ HITLER (1933-1945)
Gérard Sandoz
Pygmalion/Gérard Watelet
249 pages

dan l'actualité...

Villeurbanne : des locataires luttent contre les augmentations et la répression

Les loyers sont libres depuis le 1^{er} juillet 1979 :

— pour les régies, loyers libres, cela veut dire : liberté d'augmenter.

— pour les locataires, en particulier pour les locataires de la résidence des Charpennes, à Villeurbanne, groupés en amicale (ALRC), cela a voulu dire : liberté de ne pas accepter les augmentations abusives.

Ce qui a été fait.

VICTOIRE DE L'AMICALE

Après une grève de la hausse des loyers, la régie Billon a ramené l'augmentation à 19% au lieu de 35% (en moyenne). La victoire n'était pas négligeable.

Seulement, pour la régie Billon, la liberté n'existe qu'à sens unique. Et elle a entrepris de démolir ce droit que les locataires se sont donné ; elle veut interdire à chaque locataire de relever la tête et de se réunir avec d'autres.

ATTAQUES DE LA REGIE

C'est la tactique de division, souvent employée par les patrons, que la régie a adoptée.

Elle s'attaque à UN locataire, le secrétaire de l'Amicale, en lui intentant procès sur procès.

1^{er} procès : Auprès du

Tribunal d'Instance, la régie demande qu'on ordonne le strict respect du bail, qui prévoit le paiement du loyer par trimestre d'avance. Notre secrétaire, comme bon nombre de locataires, paie depuis 5 ans mois par mois.

Pour appuyer sa demande, la régie bloque le compte de son locataire : saisie-arrêt de 4360 F !

Défendu par M^e Lejard avocat, notre secrétaire demande et obtient devant le Tribunal des Référéés le cantonnement de la saisie au minimum, c'est-à-dire un trimestre de loyers plus les charges : 2500 F.

Le procès en Instance, depuis le mois de février, n'est toujours pas jugé. Il est reporté au mois de septembre, et le déblocage de l'argent en dépend.

2^e procès : Billon se plaint cette fois, devant le juge des référés, d'avoir adressé à son locataire un commandement de payer resté infructueux (et pour cause ! le procès est toujours en cours !...). Il demande ni plus ni moins que son expulsion ! Demande rejetée par le juge ! Victoire appréciée de tous les locataires, qui avaient largement participé à une pétition.

DEFENDONS NOTRE DROIT AU LOGEMENT

Avec la CSF (Confédération Syndicale des Fa-

milles) à laquelle nous sommes affiliés, nous avons largement fait connaître ce cas de répression qui n'est pas encore résolu.

Nous exigeons que les représentants de locataires jouissent de garanties et aient les moyens de défendre les droits de ceux qui les mandatent. Nous nous opposerons à toute action intentée à leur encontre.

Le logement est un droit comme le droit au travail. Devant les attaques actuelles, devant la réforme (APL) qui se met en place, il faut être nombreux à se battre pour que le budget des travailleurs, au lieu de se détériorer, s'améliore. L'objectif du gouvernement est que chacun consacre au minimum un tiers de son pouvoir d'achat pour se loger. A qui cela profite-t-il ?

A Lyon, quatre organisations : CSF, CSCV, CFTD, CGT, ont élaboré ensemble un cahier de revendications pour le logement (voir ci-contre).

Poursuivons cet effort. Luttons pour :

Logement : service public !

Droit d'usage du logement occupé depuis de nombreuses années !

Non aux expulsions !

Non à la répression !

Des membres de l'amicale (ALRC)

Un cahier de revendications élaboré par la CSF, la CSCV, la CFTD et la CGT

Faire respecter notre droit à «un habitat de qualité pour tous à un prix acceptable»

• Loyers

— blocage des loyers dans les HLM et dans le secteur libre,

— refus des augmentations et compensation par des crédits d'Etat,

— contrôle de l'utilisation faite des loyers (contrôle de la gestion et des investissements par des experts comptables désignés par les organisations syndicales de locataires et interprofessionnelles).

• Charges

— contrôle des charges,

— transparence de tous les contrats (remise de photocopie),

— renégociation de ces contrats,

— non à la privatisation et embauche de personnel d'entretien par les offices HLM et organismes de gestion collective,

— suppression de la taxe d'enregistrement,

— renégociation des accords Delmon qui doivent devenir une loi (secteur libre),

— application et généralisation des droits acquis par la loi du 1/9/1948 à l'ensemble des logements neufs et anciens.

• Réhabilitation et rénovation

— projet élaboré avec la participation des organisations syndicales des locataires et interprofessionnelles,

— recherche de financement autre que l'APL - octroi de crédit d'Etat pour éviter la spéculation,

— négociation pour un prix acceptable des loyers,

— droit au maintien dans les lieux (particulièrement pour les personnes âgées).

• Réforme du logement

— Malgré le vote de la loi, abrogation de la réforme du logement,

— suspension immédiate de l'APL,

— retour à l'aide à la pierre - octroi de crédit d'Etat.

• Droit au logement de qualité pour tous

— droit au logement pour tous, sans discrimination de races,

— répartition plus harmonieuse des immigrés dans le département,

— mise en place du bail type sur la base du protocole d'accord,

— mise en place de la commission mixte HLM-usagers,

— création d'une commission mixte : administrateurs de biens-usagers,

— droit d'usage (ou remplacement du droit privé),

— amélioration de l'allocation logement - nouveau barème avec prise en compte des charges et du chauffage,

— suppression des saisies et des expulsions.

• Droits nouveaux

— convention collective instituant entre autres les conseils des Prud'hommes pour les locataires,

— droit syndical reconnaissant entre autres le droit de grève aux locataires,

— reconnaissance des organisations représentatives des locataires avec moyens de fonctionnement : heures de délégation

financement - droit effectif d'affichage.

Afghanistan : la résistance combat les Russes aux portes de Kaboul

Dix mille soldats soviétiques sont arrivés le lundi 9 juin à Kaboul, pour tenter d'assurer le contrôle de la capitale, autour de laquelle se déroulent de violents combats. A elle seule, cette nouvelle donne la mesure des difficultés énormes rencontrées par les troupes russes, plus de cinq mois après leur arrivée en Afghanistan. De tout cela, il n'est bien sûr nullement question dans la presse de Moscou, ni dans celle de Kaboul : toute information est sévèrement vérouillée. Alors que les combats font rage, la *Pravda* du 10 juin parle de «passions allumées artificiellement autour de la

question afghane». Tout au plus, peut-on lire dans ce même journal des lettres de femmes de soldat : «*Nous sentons que vous passez des moments difficiles ; que notre amour vous permette de les vaincre...*»

«*Moments difficiles*», c'est semble-t-il peu dire. Au cœur même de la capitale, seize soldats soviétiques auraient été tués au cours d'une opération de la résistance, dans la nuit de dimanche à lundi. Ces résistants sont rentrés dans Kaboul, malgré l'imposant dispositif ceinturant la ville : cinq divisions appuyées par 3 000 chars, en prévision

d'une offensive de la résistance contre les troupes stationnées à Kaboul. Les dirigeants russes s'inquiètent d'autant plus que les désertions se multiplient parmi les troupes officielles afghanes, surtout depuis la répression de ces dernières semaines contre les étudiants et les lycéens, répression qui a fait de nombreux morts. Il semblerait qu'aujourd'hui, les soldats afghans soient étroitement surveillés, et désarmés chaque soir, pour limiter les effets de leur désertion de plus en plus, ces troupes répugnent à se battre avec la résistance ! A l'heure actuelle, non seulement ce sont de véritables batailles rangées qui opposent la résistance aux troupes soviétiques, à quelques kilomètres de Kaboul, mais encore, les dirigeants soviétiques craignent un soulèvement dans la capitale même, et n'arrivent plus à endiguer la débandade du personnel politique que lequel il comptaient s'appuyer : de hauts fonctionnaires désertent de plus en plus souvent.

Dans ces conditions, les occupants misent sur l'arrivée de nouveaux renforts. Selon des informations en provenance de Delhi, une partie des 35 000 soldats soviétiques stationnés à la frontière russe descendraient sur l'Afghanistan. Chaque jour, de nouveaux obstacles se dressent devant l'occupant : résistance armée de plus en plus efficace, rejet massif de l'occupant à Kaboul où les manifestations se sont multipliées ces dernières semaines, situation de plus en plus chancelante dans les milieux sur lesquels les soviétiques pensaient s'appuyer. L'arrivée de nouveaux renforts ne peut que renforcer cette haine de l'occupant !



Le Joint Français (St Briec) :

Les grévistes expulsés par la police.

Huit ans après l'année 1972, où on s'en souvient, ils avaient déjà mené une longue grève, les travailleurs et travailleuses du Joint Français, à St Briec (Cotes du Nord), sort depuis plusieurs jours en grève totale avec occupation de leurs locaux de travail. Leurs exigences portent entre autre sur la question des salaires. C'est par des débrayages quotidiens dans les ateliers, entrecoupés progressivement de journées totales de grève, le tout durant huit semaines, qu'avait commencé le conflit actuel. L'intransigeance totale de la direction du Joint, a conduit les grévistes à durcir leur mouvement.

Depuis le début de celui-ci, on assiste à une attitude particulièrement répressive de la part de la CGE (groupe qui contrôle le Joint Français) contre les grévistes qui sont plusieurs centaines.

Ainsi, neuf mises à pied avec demande de licenciement ont été prononcées dans un premier temps au mois d'avril. Onze autres demandes du même acabit, il y a une dizaine de jours ! En tout, six délégués syndicaux sont concernés.

Accentuant sa volonté de briser le mouvement, la direction, lundi 9 juin a envoyé les flics déloger les grévistes à 4 heures 30, suite à une ordonnance d'expulsion prise le vendredi précédent, lesquels flics découperont au chalumeau les gonds du portail d'entrée alors que déjà des pans de clôture avaient été abattus. Les syndicats CGT et CFDT ont décidé d'entreprendre, après cette agression policière, la mise sur pied d'un plan de popularisation important du conflit.

Mines de Carmaux (Gard)

3 semaines de lutte pour les mineurs intérimaires

Déjà de nombreux acquis

Depuis le 20 mai dernier, 140 mineurs intérimaires de la mine de charbon de Carmaux (Gard) sont en grève totale. Les grévistes (auxquels se sont joints leurs 40 camarades intérimaires eux-mêmes des mines de Decazeville) exigent de bénéficier du statut du mineur comme leurs camarades titulaires puisqu'ils font exactement le même travail. L'embauche d'intérimaires est évidemment pour les houillères le moyen de faire de substantielles économies (5 000 intérimaires au total dans les houillères). Les grévistes de Carmaux qui travaillent au jour (en surface) avaient un seul avantage égal à ceux des statutaires jusqu'ici : les salaires. Mais sur le reste, ils n'avaient rien : alors qu'ils effectuent le même travail, ils ne bénéficient pas de la sécurité sociale minière ni les avantages en nature de la profession (logement, chauffage). Ils n'ont en outre pas le droit de vote au comité d'entreprise. Enfin, alors que certains d'entre eux ont plus de six ans d'ancienneté, ils n'ont évidemment aucune sécurité d'emploi et peuvent être licenciés très facilement.

Depuis le début du mouvement, ils ont mené diverses actions fort déterminées : marche sur la ville d'Albi, convois bloqués, pneus brûlés sur les voies ferrées. Le 30 mai, on a vu 22 wagons d'un train de 600 tonnes de coke ouvert.

Les mineurs titulaires, chose très positive, ont soutenu activement leurs camarades intérimaires en organisant des collectes financières. Ils ont en outre refusé d'assurer des heures supplémentaires pour rattraper le travail non fait des grévistes.

Le 3 juin, dans la matinée, la direction, alors qu'une réunion était prévue, refusait toute négociation. C'était immédiatement la riposte sur tout le bassin minier durant trois jours contraignant la direction à négocier. Les mineurs intérimaires viennent d'obtenir satisfaction à la plupart de leurs revendications, sauf sur un point : l'emploi. Leur embauche n'est toujours pas définitive mais limitée à un contrat renouvelable de trois ans avec garantie de mutation en cas de réduction du personnel. Des négociations devaient à nouveau avoir lieu mercredi 13 juin.

Prenant prétexte des grèves actuelles

Le CNPF rompt les négociations sur le temps de travail

Un projet de loi anti-grève dans les centrales nucléaires

Le CNPF a décidé de rompre la négociation engagée il y a quelques semaines avec les syndicats sur la réduction et l'aménagement du temps de travail, négociation qui avait pour base, on s'en souvient un rapport Giraudet, PDG d'Air France.

Le motif de cette rupture ? La direction du CNPF avec les PME a déclaré qu'il lui était impossible désormais de «*négocier avec l'objectivité et la sérénité nécessaires au moment où une fois de plus, les services publics essentiels à la vie des entreprises sont délibérément arrêtés*». «*Depuis le 24 avril*», poursuit le CNPF, «*les entreprises sont accablées par des grèves à répétition... et prises dans des conflits qui leur sont étrangers*».

Le CNPF fait évidemment allusion aux différentes journées de grève sur la sécurité sociale, suivies entre autre par les électriciens. Il s'agit là d'un moyen de

pression patronale supplémentaire et nouveau qu'on n'avait jamais vu contre le droit de grève.

Le plus grave reste toutefois que les menaces contre ce droit se sont accompagnées dans la foulée, dans la semaine du 8 au 15 juin, d'un passage aux actes. Ceyrac président du CNPF a tout d'abord réclamé l'instauration — on l'a vu à la télévision — d'un «*service minimum*» à l'EDF en cas de grève comme cela existe déjà par exemple à la télévision. Cette disposition qui a pour but, explique le CNPF, d'empêcher que les coupures de courant ne pénalisent les entreprises.

Le patronat l'entrevoit de deux manières

On pourrait, dit-il, soit instaurer l'existence d'un arbitre obli-

gatoire empêchant les conflits d'aller jusqu'à la grève avec coupure de courant, soit d'envisager la réquisition d'agents EDF dans le cadre d'un «*service minimum*».

Dans le droit fil de ces propositions, jeudi devait passer devant le Sénat, une proposition de loi, qui, sous couvert de protéger les matières nucléaires, remet fortement en question les possibilités de conflit dans les centrales nucléaires dans un premier temps. Un amendement de ce projet de loi dit explicitement que «*les personnes ayant commis une faute lourde dans les centrales nucléaires pourraient être licenciés immédiatement*».

Jeudi matin, les gaziers et électriciens devaient manifester à l'appel de leurs syndicats CGT et CFDT devant le Sénat.